

Numéro 159 du 24 octobre 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**à la course aux armements
et à la guerre**

Interview d'un pacifiste expulsé de RDA

La question de la réforme agraire au Zimbabwe

La fin de l'Eldorado pétrolier au Venezuela

Sommaire du numéro 159 du 24 octobre 1983

3	MILITARISATION	Non à l'implantation des missiles américains en Europe	Jean-Louis MICHEL
5	RFA	La grève contre les missiles	Angela KLEIN
8	RDA	Interview de Roland Jahn, animateur du cercle de la paix de Iena	« TAGESZEITUNG »
11	FRANCE	La politique de militarisation du gouvernement Mitterrand	Jean-Louis MICHEL
14	VENEZUELA	La crise de l'Eldorado pétrolier et les élections présidentielles	José VALDES
19	ZIMBABWE	La question de la réforme agraire, trois ans après l'indépendance	James BARNETT
23	IRLANDE	La signification du référendum sur l'avortement	Aine FURLONG
25	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	SUISSE : Le PSO et les élections fédérales. SUEDE : Les sociaux démocrates et les investissements en Afrique du Sud. MEXIQUE : Le tournant tactique du PSUM lors de son second congrès. HONDURAS : Mort au combat d'un dirigeant révolutionnaire. FRANCE : Deux soldats inculpés d'« incitation à l'insubordination ».		
28	NICARAGUA	L'impérialisme américain veut asphyxier la révolution sandiniste	Vincent KERMEL

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue : _____

[illegible]

Code Postal Pays

Réabonnement ☐Abonnement ☐

Non à l'implantation des missiles US en Europe

UNE vague de mobilisations antiguerre d'une ampleur sans précédent depuis la dernière guerre mondiale va déferler sur la vieille Europe capitaliste dans les prochaines semaines. Les 22 et 23 octobre marqueront un temps fort de ces mobilisations, avec des manifestations le 22 octobre, à Londres à l'appel de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND), dans cinq villes d'Allemagne fédérale — Bonn, Hambourg, Berlin, Stuttgart, Neu Ulm — à l'appel de la coordination nationale du Mouvement de la paix et au terme d'une semaine de mobilisation nationale, à Madrid à l'initiative des

commissions anti-OTAN, à Paris et dans cinq autres villes de France — Lille, Nancy, Bourges, Lyon et Marseille — à l'appel du Mouvement de la paix, à Stockholm enfin.

Le 23 octobre, d'autres mobilisations se dérouleront à Rome à l'appel de la coordination nationale pour la paix, à Bruxelles, et à nouveau à Paris à l'initiative du Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE). Le 24 octobre, une manifestation se tiendra à Oslo. Le 29 octobre, on manifestera à La Haye et à Copenhague et, enfin, le 5 novembre à Berne, là encore à l'appel de la coordination nationale (1).

Jean-Louis MICHEL

Partout une même exigence sera mise en avant par des millions de manifestants, celle du refus de voir déployer un seul missile américain supplémentaire en Europe. Ainsi, la décision de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) du 12 décembre 1979 est battue en brèche par une vague de fond de mobilisations. Une décision officiellement « double », parce qu'elle paraissait conditionner le déploiement des 572 nouveaux vecteurs nucléaires, 108 fusées Pershing et 464 missiles de croisière, à l'issue des négociations sur les armes de portée intermédiaire (INF) engagées entre Américains et Soviétiques à Genève. De fait, les péripéties de ces négociations ont apporté la preuve, au fil des mois, que Ronald Reagan n'entendait point négocier, et que l'impérialisme nord-américain ne souscrivait au rituel de ces négociations qu'afin de désamorcer la contestation pacifiste.

Le rejet par l'administration américaine, il y a quelques semaines, du projet d'accord connu sous le nom de compromis « de la promenade dans les bois », auquel étaient parvenues les deux délégations négociant à Genève, l'illustre bien. Selon ce plan, l'Union soviétique aurait réduit à 75 le nombre de ses lanceurs SS-20, tandis qu'en échange les Etats-Unis, renonçant au déploiement des fusées Pershing en Europe, se seraient contentés de déployer 75 lanceurs emportant 4 missiles de croisière chacun. Un accord qui paraissait favorable à la partie américaine, puisqu'il semble bien que le Pentagone lui-même l'ait trouvé tout à fait satisfaisant, avant que Ronald Reagan ne décide de le rejeter sans autre forme d'explications. L'ex-chancelier social-démocrate ouest-allemand, Helmut Schmidt, dont on sait qu'il fut l'un des principaux initiateurs de la décision de l'OTAN en 1979, s'en est même offensé, déclarant : « Je n'ai jamais été consulté, pas plus que les autres alliés, sur le rejet de ce plan. Selon mon interprétation des intérêts de mon pays et de l'Ouest tout entier, l'ac-



Manifestation pour la paix, à New-York, en juin 1982. (DR)

cord "de la promenade dans les bois" était totalement acceptable. (2) »

CONTRE LES PLANS DE GUERRE IMPÉRIALISTES

La décision américaine de refuser un plan qui en tout état de cause prévoyait le déploiement de quelques 300 missiles de croisière, et par là même ne correspondait nullement aux revendications exprimées par des millions de manifestants antiguerre, atteste de la volonté de l'administration Reagan d'aller jusqu'au bout dans la mise en œuvre de ses plans de guerre. Dans ces derniers, les Cruise et les Pershing ne tiennent pas, à l'évidence, la même place. Les missiles de croisière (Cruise) sont des armes dites de saturation des lignes de défense adverses. Leur emploi éventuel, en grand nombre, n'est guère concevable que dans une guerre nucléaire généralisée et non au tout début d'un conflit. De plus, les dirigeants américains

possèdent déjà de telles armes dans les composantes aériennes et navales de leurs forces. Les fusées Pershing sont, quant à elles, des armes de première frappe destinées à attaquer l'adversaire en premier, et si possible par surprise. On ne répètera jamais assez que leur implantation introduirait une rupture majeure, en faveur de l'impérialisme, des équilibres militaires actuels. Pour en prendre la mesure exacte, il suffirait d'imaginer les réactions impérialistes à une contre-mesure qui signifierait l'installation à Cuba de systèmes d'armes comparables en quantité et en qualité, menaçant directement tous les points névralgiques du système de défense, au sens large, des Etats-Unis.

1. Pour un rappel des manifestations contre les euromissiles du printemps dernier et une analyse plus approfondie de l'enjeu des mobilisations pacifistes, à l'Ouest comme à l'Est, se reporter à *Inprecor* numéro 152 du 6 juin 1983, et 153 du 20 juin 1983.

2. *Washington Post*, 22 mai 1983.



Fête pour la paix, à Paris, en juin 1983. (DR)

De la même manière, la corrélation entre le déploiement d'un système d'armes comme les fusées Pershing et la nouvelle doctrine d'emploi des armes nucléaires adoptées par l'armée américaine est très inquiétante. La *Military Review* confirmait il y a peu que « la doctrine "Airland Battle" prévoit non seulement que les Etats-Unis puissent prendre l'initiative d'utiliser des armes nucléaires (first use) — ainsi que l'envisageait la précédente doctrine —, mais aussi l'éventualité d'une première frappe (first strike) américaine. Alors que la formule "first use" signifie que les Etats-Unis seraient le premier pays à décider de franchir l'escalade de la guerre conventionnelle à la guerre nucléaire, l'expression "first strike" veut dire que les Etats-Unis commenceraient la guerre en employant des armes nucléaires (3) ».

Enfin, il est juste, pour apprécier pleinement le danger que représente l'implantation des fusées Pershing en République fédérale d'Allemagne (RFA), de considérer l'hypothèse d'un déclenchement accidentel d'une catastrophe nucléaire. Selon diverses sources américaines, un délai de 6 minutes est nécessaire pour déceler la plupart des fausses alertes déclenchées par erreur par les ordinateurs. Il y aurait eu pas moins de 147 incidents de ce genre en vingt mois aux Etats-Unis. La même chose se produit de manière aussi fréquente en Union soviétique. Or, il faudra moins de 6 minutes à une fusée Pershing pour atteindre son objectif. Si elles sont effectivement déployées, le scénario du déclenchement de l'holocauste,

par une simple erreur, ne relèvera désormais plus de la science fiction.

C'est en Allemagne fédérale qu'est prévu le déploiement de ces 108 fusées Pershing. Dès décembre prochain, 36 d'entre elles seront acheminées à Heilbronn pour y être assemblées et entrer en service opérationnel à compter de février ou mars prochain. Pour faire bonne mesure, l'OTAN déploiera dans le même temps les premiers missiles de croisière destinés à la Grande-Bretagne et à l'Italie, respectivement sur les bases de Greenham Common et de Comiso (Sicile).

C'est donc bien une épreuve de force centrale et décisive qui s'engage avec la bataille des missiles, entre la coalition impérialiste de l'OTAN et le mouvement antiguerre européen. De son issue dépendront l'application plus ou moins rapide des plans de guerre impérialistes, l'avenir même du mouvement de masse antiguerre et, dans une certaine mesure, l'évolution globale des rapports de force dans cette région du monde. L'impérialisme a fixé les enjeux. Au mouvement ouvrier et au mouvement antiguerre de relever le défi.

CONTRE LA COURSE AUX ARMEMENTS, CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA MILITARISATION

Ce défi, il convient de le relever dans toute son ampleur, tant il est vrai que la course aux armements a atteint, avec l'approfondissement de la crise capitaliste des proportions absolument démentielles. Une étude américaine réalisée récemment

pour le compte de l'Association pour le contrôle des armements et la fondation Rockefeller, estime à 660 milliards de dollars ce qui a été dépensé à des fins militaires cette année, soit 1,3 millions de dollars par minute à l'échelle mondiale. 50 000 armes nucléaires seraient prêtes à l'emploi dans les entrepôts des grandes puissances militaires.

De quoi anéantir en effet 22 fois toute vie humaine à la surface de la planète, chaque habitant se voyant, dans ce cadre, menacé par l'équivalent de trois tonnes d'explosif. En outre, les arsenaux nucléaires ne sont pas les seuls à être inquiétants. Les arsenaux bactériologiques et chimiques n'ont rien à leur envier, même s'ils sont protégés par un épais secret. Quant aux arsenaux conventionnels, ils n'ont pas fait moins de 9 millions de victimes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et il se trouve encore des laboratoires de recherche pour travailler d'arrache-pied, aux Etats-Unis, à la mise au point d'armes conventionnelles dites « intelligentes », en raison de leur extrême précision, et « quasi nucléaires », en raison de leurs capacités de destruction en tout point comparables à celles des systèmes d'armes nucléaires.

Ces chiffres astronomiques devraient être très rapidement dépassés parce que la course aux armements, qui affecte désormais l'ensemble des secteurs de la production militaire, connaît une expansion exceptionnellement rapide. Il faut en chercher la raison dans la profondeur de la crise, les industries d'armement jouant dans ce cadre le rôle de marché de substitution pour la relance de l'accumulation du capital.

Il est d'ailleurs significatif que les idéologues capitalistes, toujours prêts à dénoncer l'« Etat-providence » quand il s'agit de s'attaquer aux acquis sociaux de la classe ouvrière, proposent en revanche une expansion rapide des crédits militaires des Etats capitalistes. Ainsi, les 1 500 milliards de dollars que Reagan destine à l'effort de guerre américain de 1984 à 1988, s'ils devaient être effectivement dégagés, aboutiraient à faire passer la part du budget fédéral consacrée à la défense de 25 à 30 % de l'enveloppe budgétaire globale. En France, les 830 milliards de francs de la loi de programmation militaire 1984-1988, votée au printemps dernier par le Parlement, aboutiront à une progression très sensible de la part relative des crédits militaires dans le budget de l'Etat (20 % actuellement).

Parallèlement, pour financer ce gouffre sans fond des dépenses militaires, les capitalistes et les hommes qui gouvernent en leur nom s'attaquent avec de plus en plus de détermination aux acquis ouvriers en matière de santé, d'éducation, de protection sociale, imposant mesures d'austérité après mesures d'austérité aux travailleurs et à la jeunesse. Militarisation et austérité sont bien les deux éléments inextricablement liés d'une politique capita-

3. Cité par le *Monde diplomatique*, février 1983.

liste pour sortir de la crise sur le dos de la classe ouvrière.

POUR LA PAIX ET LE SOCIALISME

Une politique qui rompe avec cette logique infernale, voilà l'objectif que doit se fixer le mouvement ouvrier international. Les enjeux chiffrés en confirment la nécessité absolue. La réduction de 10 % seulement des dépenses militaires annuelles permettrait de résoudre le problème de la faim, alors que 450 millions d'hommes sont sous-alimentés. Le transfert de ces crédits alloués aux préparatifs de guerre vers le secteur de l'éducation permettrait la scolarisation de 400 millions d'enfants, alors que le nombre d'analphabètes, de nouveau en progression, s'élève aujourd'hui à 800 millions. Un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) publié à Genève le 7 octobre dernier, estime que la reconversion globale des industries d'armement entraînerait la création immédiate de 5,5 millions d'emplois, précisant que 80 % de ceux-ci seraient créés dans les quatre pays qui en sont les principaux producteurs et exportateurs mondiaux, à savoir les Etats-Unis, l'URSS, la France et la Grande-Bretagne.

Mais, pour imposer une telle politique aux gouvernements capitalistes, il faut avant tout miser sur la mobilisation unitaire des travailleurs et de la jeunesse. Elle seule peut permettre de battre en brèche les plans de guerre impérialistes. Faire l'économie d'une telle mobilisation, c'est renoncer de fait, pour aujourd'hui et pour demain, aux objectifs de la paix et du socialisme qui, pour être pleinement atteints, supposent le renversement du capitalisme dans ses principales places fortes.

C'est à ce titre que la politique de la bureaucratie soviétique ne sert ni la cause de la paix ni celle du socialisme, parce que plutôt que de miser sur la mobilisation des masses, elle cherche à les fourvoyer dans la voie sans issue des négociations, avec l'objectif de transformer le mouvement antiguerre en simple masse de manœuvre au service de ses objectifs diplomatiques. Ce faisant, sa réponse aux manœuvres impérialistes se développe sur un terrain strictement militaire, ce qui a des effets négatifs par rapport au mouvement de masse antiguerre à l'Ouest, et n'a pas d'autre objet que de justifier, voire de consolider, à l'Est, le joug bureaucratique qu'elle impose aux travailleurs en Europe orientale et en URSS.

Dans ces conditions, la mobilisation indépendante des travailleurs, de l'Europe de l'Ouest à l'Europe de l'Est, n'est pas seulement mille fois plus efficace face à l'impérialisme que quelques fusées soviétiques supplémentaires. Elle est la seule voie réaliste du combat pour la paix, celle de l'avenir socialiste de l'humanité qui mettra fin à la barbarie impérialiste et éloignera définitivement la menace d'un holocauste nucléaire du genre humain. ■

Jean-Louis MICHEL
11 octobre 1983.

La grève contre les missiles



RFA

LE 8 septembre dernier, la direction nationale de la principale confédération syndicale d'Allemagne de l'Ouest, la Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB, 8,5 millions de syndiqués) décidait d'organiser, pour le 5 octobre 1983, une grève d'avertissement de cinq minutes pour protester contre l'implantation, en décembre prochain, des fusées nucléaires américaines à moyenne portée (euromissiles) sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest et de plusieurs autres pays européens. Par cet arrêt de travail symbolique, auquel se sont joints les cinq cent mille membres du syndicat indépendant des employés, la DGB inscrivait son action dans le cadre d'une interpellation des dirigeants politiques américains et soviétiques qui négocient à Genève un accord de désarmement. En effet, la ratification d'un tel accord était la condition mise par la soi-disant « double » résolution (déploiement des missiles en cas d'échec des négociations de Genève) de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) de décembre 1979 pour renoncer au déploiement des nouveaux missiles américains en Europe.

Selon les propos d'un dirigeant syndical de la métallurgie ouest-allemande, la grève du 5 octobre constituait un « avertissement aux politiciens responsables, pour qu'ils sachent que la sauvegarde de la paix dans le monde est le thème central des syndicats ». De son côté, le président de la DGB, Ernst Breit, déclarait que « le combat contre le chômage et pour de meilleures conditions de travail ne servirait à rien si on n'arrivait pas à bloquer la course aux armements et à assurer la paix » (le Monde, 10 septembre 1983).

Cette grève, qui s'inscrit dans un large mouvement de l'opinion publique (pétition pour la paix signée par des centaines de membres du personnel fédéral, protestation de quatre mille médecins et infirmières à Bonn fin septembre, préparation de la semaine d'action du mouvement pacifiste du 15 au 22 octobre, mouvement d'opposition au sein du SPD marqué par les votes de différents congrès locaux contre les orientations officielles de la direction...), représente l'entrée du mouvement ouvrier, avec ses propres moyens d'action, dans le combat contre le déploiement des missiles de l'OTAN en RFA. Cela aura bien évidemment valeur d'exemple, aussi bien en RFA que pour tout le mouvement pacifiste européen. Et ce, d'autant que son écho ne fut nullement négligeable, puisque le mot d'ordre de grève de la centrale syndicale ouest-allemande a effectivement donné lieu à des débrayages et à des discussions dans de nombreuses entreprises.

On peut chiffrer entre un et deux millions le nombre de grévistes, le 5 octobre. La mobilisation a pris trois formes différentes : une grève de cinq minutes tout simplement, la tenue d'une assemblée générale de débat sur la question du désarmement et, dans des cas beaucoup plus limités, des manifestations de rue ou des stands publics d'information. Cette grève a donc été globalement un succès important, surtout là où les syndicats l'avaient bien préparée. Paradoxalement, les secteurs syndicaux traditionnellement les plus à gauche ne sont pas ceux qui se sont le plus mobilisés. Ainsi en est-il, par exemple, de l'IG Metall de Stuttgart ou de la sidérurgie. Par contre, des secteurs comme les mineurs de la Ruhr, se situant plutôt à la droite de l'échiquier syndical, se sont mobilisés plus massivement.

Le correspondant du Monde, un quotidien français pourtant peu suspect de sympathie envers le mouvement de la paix, écrit dans l'édition du 7 octobre 1983, que « le mot d'ordre de la DGB a été inégalement suivi, mais il a été entendu. Dans certaines villes, les moyens de transport ont été immobilisés. Dans les grandes entreprises de la Ruhr, Hoechst à Dortmund, Krupp à Bochum, Thyssen à Duisburg, les cinq minutes d'« avertissement » ont été observées à la lettre. De même dans les usines des grandes marques automobiles, Opel, Ford, Volkswagen. Souvent, les ouvriers ont quitté leur lieu de travail pour discuter entre eux ». Même en s'en tenant à cette version, l'initiative de la DGB peut être considérée comme une réussite indéniable.

L'article que nous publions ci-après, et qui a été rédigé avant le déroulement de cette grève, analyse les considérants politiques et la signification de l'action entreprise par la DGB sur la question de l'implantation des missiles de l'OTAN en RFA. ■

Angela KLEIN

Avec la grève d'avertissement de la DGB, principale confédération syndicale ouest-allemande, c'est la première fois

que le mouvement ouvrier organisé entre effectivement en lutte contre le déploiement des euromissiles. Certes, cela se produit de façon encore séparée du mouvement de la paix. La DGB a ainsi

consciemment fixé pour cette grève une date qui se situait en dehors de la semaine de mobilisation du mouvement antiguerre, qui a lieu du 15 au 22 octobre. Mais en organisant cette action, la DGB a en même temps reconnu la légitimité de l'emploi de moyens de lutte de type syndical dans le combat contre le déploiement des euromissiles. La digue séparant le mouvement antiguerre du mouvement ouvrier a ainsi été en grande partie brisée. La base militante potentielle pour la mobilisation contre les euromissiles se trouve ainsi élargie, pour englober la grande masse de la population ouvrière dont l'opinion n'était jusqu'alors prise en considération que de façon indirecte.

LES TROIS FACTEURS DE LA NOUVELLE SITUATION

C'est la conjonction de plusieurs facteurs qui explique cette évolution. Il y a tout d'abord le fait que la mobilisation du mouvement de la paix s'est poursuivie sans même une pause estivale. Ainsi, le 6 août dernier, jour anniversaire du bombardement d'Hiroshima par les Etats-Unis en 1945 (100 000 victimes), d'innombrables actions locales ont été organisées. A Berlin, ce jour-là, 30 000 personnes ont manifesté. Dans la presse, il y a eu un large débat relatif à la limitation du droit de manifestation qu'envisage le gouvernement et aux pourparlers que des courants non mandatés du mouvement de la paix ont accepté de mener avec des représentants du gouvernement, de la police et de l'armée à propos du « désarmement des actes de violence » pendant les mobilisations de cet automne.

La Journée antiguerre du 1er septembre constitua le point de départ des mobilisations de l'automne. C'est en ce jour de l'année 1939 qu'Hitler attaqua la Pologne et que commença la Seconde Guerre mondiale. Depuis la fin de la guerre, les syndicats organisent régulièrement des manifestations du souvenir à cette occasion. Cette année, environ 100 000 personnes participèrent aux actions des syndicats. A la différence des années précédentes, de nombreuses actions furent organisées, auxquelles participèrent non seulement le mouvement de la paix, mais aussi la base militante des syndicats.

Un sondage d'opinion effectué en août dernier indique que l'opposition au déploiement des missiles de l'OTAN s'amplifie : 75 % des personnes interrogées y sont opposées. Parmi la population se renforce le sentiment que les Etats-Unis « ne négocient pas sérieusement » à Genève, qu'ils ne veulent pas de désarmement du tout. Le rejet constant des propositions de désarmement soviétiques est interprété de la même façon. Il est évident que les négociations de Genève ne visent pas à parvenir à un véritable désarmement, mais bien plutôt à dissimuler l'actuel effort de militarisation de l'impérialisme. L'opposition au déploiement des missiles de l'OTAN est telle parmi la population qu'au sein même de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), principale forma-

tion bourgeoise, s'est regroupé un courant opposé à leur déploiement. Le gouvernement se voit donc de plus en plus contester le droit de prendre une décision qui mette en jeu le devenir même du pays. De cette constatation est née l'idée d'une initiative pour un référendum, dont les promoteurs s'adresseront massivement au comité de coordination des mobilisations pour la paix après la semaine d'action de la fin octobre.

Un second facteur de l'évolution actuelle du mouvement ouvrier sur la question des euromissiles est lié au retour des partis bourgeois au gouvernement fédéral depuis le 6 mars dernier. Depuis lors, les forces critiques au sein du Parti social-démocrate (SPD) et des syndicats ont une plus grande marge de manœuvre pour développer leurs propositions. Dans ce domaine, les syndicats sont au premier plan. Ainsi, plusieurs syndicats ont clairement pris position contre le déploiement des missiles. Même la centrale syndicale DGB, qui est opposée au mot d'ordre de « désarmement unilatéral » met aujourd'hui plus fortement en avant la revendication « Pas de déploiement des euromissiles ».

Le SPD, quant à lui, traîne les pieds. Il a renvoyé son congrès extraordinaire sur les euromissiles à la fin novembre, deux jours avant le débat parlementaire sur cette question, à une date postérieure à la fin des dernières négociations de Genève. La direction du SPD se fait entièrement dépendante de ce qui pourrait être décidé à Genève, et c'est seulement s'il n'y avait pas d'accord qu'elle pourrait dire « non » au déploiement des euromissiles. Entre-temps, le congrès du SPD de la région du Bade-Wurtemberg a cependant décidé de s'opposer à l'installation des fusées US, indépendamment de l'issue des négociations, et l'on s'attend à ce que d'autres congrès régionaux suivent cet exemple (1).

Enfin, troisième facteur de la situation actuelle, la bourgeoisie n'a jusqu'à présent pas encore atteint son but de transformer sa victoire parlementaire du 6 mars en un « tournant » politico-social. La victoire électorale de la bourgeoisie est survenue parallèlement à une évolution ascendante de la lutte des classes, et a tout d'abord eu pour conséquence de la renforcer et de la radicaliser. La politique économique de rigueur du gouvernement bourgeois d'Helmut Kohl, qui provoque toujours plus les syndicats, rencontre une résistance de la part des travailleurs.

Les manifestations syndicales contre la diminution des conquêtes sociales et contre la réorganisation capitaliste des industries ébranlées par la crise (acier, charbon, docks) se multiplient. La semaine passée a eu lieu un rassemblement de femmes membres de la DGB de 30 000 personnes, bien que la centrale syndicale ait à peine contribué à cette manifestation. La mobilisation pour la semaine des 35 heures se poursuit, tandis que la résistance ouvrière se radicalise aussi dans les entreprises. A la mi-septembre, face à des menaces de licenciements massifs (2), l'entreprise portuaire Howaldts-Deutsche Werft, de Hambourg, a été occupée, parallèlement à la Bremer AG Weser, dont l'activité devait être partiellement arrêtée. Presque chaque décision gouvernementale se heurte ainsi à des protestations et à des résistances de la part de la population travailleuse.

Des grèves politiques, des occupations d'entreprise, des consultations populaires sont autant d'actions qui commencent à mettre en question la légitimité même du gouvernement fédéral. Ce

1. Depuis que cet article a été rédigé, les fédérations de Brême, de Hambourg, du Schleswig-Holstein et de Berlin-Ouest du SPD ont voté des résolutions identiques.

2. Cf. *Inprecor* numéro 157, du 26 septembre 1983.

Contre la bombe à neutrons. (DR)



dernier porte toujours la marque de son arrivée « illégitime » au pouvoir à l'automne 1982, à la suite d'une espèce de putsch institutionnel issu du retournement d'alliance du petit parti libéral-démocratique (FDP) (3). La tactique gouvernementale de division de la résistance syndicale croissante, en intégrant les « modérés », en réprimant et en isolant les éléments « radicaux », n'a jusqu'à présent pas réussi.

Le rassemblement de tous ces facteurs favorise donc la politisation et la radicalisation de la classe ouvrière. Si la DGB ne veut pas se trouver à l'écart de cette évolution de la classe ouvrière, elle doit partiellement se placer à la tête du mouvement.

LES DISCUSSIONS SUR LA QUESTION DE LA GREVE CONTRE LES MISSILES

Le maire de Sarrebruck et membre du comité directeur du SPD, Oskar Lafontaine, a été le premier, en mai dernier, à proposer l'organisation d'une grève générale contre les euromissiles. Cette revendication a aussitôt été reprise dans des syndicats, avant tout par des responsables syndicaux intermédiaires ou de base. En outre, par un hasard heureux, les congrès des syndicats de l'imprimerie, de l'IG Metall (métallurgie), du syndicat de l'enseignement et de la recherche, et du syndicat des postes, se tiendront en octobre-novembre. Dans tous ces congrès se feront jour de nombreuses propositions faisant appel au droit à la résistance inscrit dans la Constitution et proposant des actions de grève allant jusqu'à la grève générale, pour le cas où il n'y aurait pas d'accord de désarmement conclu à Genève.

Le débat sur la grève au sein du mouvement syndical a atteint un nouveau palier cet été lorsque Franz Steinkühler, dirigeant syndical régional de l'IG Metall de Stuttgart, qui devrait être élu en octobre vice-président de l'IG Metall et, dans quatre ans, probablement président, demanda de faire du 19 octobre le « Jour des entreprises », au cours de la semaine d'action du mouvement de la paix, par un arrêt de travail de 10 à 15 minutes.

Le choix de cette date assurerait une étroite liaison entre les mobilisations syndicales et la lutte du mouvement de la paix. Les organisations patronales et la presse bourgeoise se sont d'ailleurs déchaînées contre elle, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* reprochant aux syndicats d'avoir abandonné leurs distances initiales vis-à-vis du mouvement de la paix et de s'être « accroché » à sa suite. L'étincelle de la radicalisation étant passée du mouvement de la paix à l'avant-garde des entreprises et des syndicats, la bourgeoisie craint que cette dynamique ne puisse plus être freinée.

En fait, l'importance politique de cette discussion réside aussi en ce qu'elle brise la question taboue de la grève politique. La dernière grève « politique » eut lieu en 1950-1952 au sujet de l'introduction de la cogestion paritaire dans les entreprises. Après la défaite de cette grève,

la Cour constitutionnelle de la République fédérale décida que les grèves qui n'avaient pas directement pour objet des questions relatives aux négociations salariales étaient interdites. Toutes les questions politiques devenaient le monopole du gouvernement et du Parlement. De même, le droit de résistance du citoyen reconnu dans la Constitution, fut limité, par le moyen d'une interprétation bourgeoise du droit à la défense contre une tentative de « renverser l'ordre démocratique ». En 1958, lors de la campagne contre le déploiement des euromissiles en République fédérale, on en vint à la grève, malgré cette interdiction. Plus tard également, les syndicats appelèrent à certains courts arrêts de travail en certaines occasions particulièrement « politiques », comme en 1972, lorsque le chancelier social-démocrate Willy Brandt risquait d'être renversé par un vote de méfiance de la CDU et, en 1977, lorsque le président du patronat, Hans Martin Schleyer, fut assassiné. Ces expériences sont aujourd'hui remises à l'ordre du jour.

La proposition de Steinkühler a immédiatement eu pour effet que des militants disposant de responsabilités syndicales dans le sud de l'Allemagne ont lancé un appel pour « Une pause pour la paix », le 19 octobre. Des centaines de militants syndicaux ont déjà signé cet appel, et les signatures vont être maintenant recueillies en masse dans les entreprises.

Parallèlement aux discussions au sein des syndicats, de nombreuses initiatives de mobilisation pour la paix ont été lancées dans les entreprises. Les promoteurs de ces initiatives cherchent à mobiliser leurs compagnons par un travail d'explication et d'information. Il y a déjà plus de 150 structures de ce genre, principalement dans les grandes entreprises où la gauche politique a une intervention. La plupart de ces initiatives ont été initiées et sont dirigées par le Parti communiste allemand (DKP, parti stalinien pro-Moscou), quelques-unes par le MLPD, dernière formation maoïste de République fédérale. Les initiatives de paix des entreprises ont tenu, à Dortmund, le 11 septembre dernier, une conférence pour la préparation de la journée du 19 octobre, à laquelle ont participé environ 1 500 personnes. Cette rencontre avait été organisée par une commission de travail auprès du Comité fédéral de coordination des initiatives de paix. Du point de vue du nombre de participants, elle fut une totale réussite, mais elle connut des faiblesses importantes. L'éventail des participants était en effet presque exclusivement limité aux seules formations mentionnées ci-dessus. Les sociaux-démocrates et les Verts en étaient pour ainsi dire absents. Il man-

quait avant tout les nombreux militants des syndicats qui, jusqu'à présent, avaient joué le rôle moteur dans les discussions sur la grève. La Conférence a adopté un appel de soutien à la décision de la DGB d'un arrêt du travail de 5 minutes, le 5 octobre, et à demandé de faire du 19 octobre une journée d'action dans les entreprises. A ce sujet, diverses propositions de mobilisation ont été faites : le rassemblement de signatures, la tenue de réunions d'entreprises, et jusqu'à des avertissements par la grève. Mais la Conférence a renoncé à reprendre à son compte la proposition de Steinkühler et à expliquer comment il fallait organiser la mobilisation des 5 et 19 octobre, de sorte qu'elle n'a joué aucun rôle moteur pour la mobilisation des entreprises contre les euromissiles.

La plus grande chance pour une mobilisation des entreprises contre les euromissiles est maintenant offerte par la décision de la DGB d'une grève d'avertissement, le 5 octobre, même si cette action de la centrale syndicale ouest-allemande se trouve en porte-à-faux avec l'initiative de Steinkühler. Les militants qui s'étaient déjà orientés vers la préparation d'une action pour le 19 octobre doivent maintenant se réorienter totalement. Le choix de la date du 5 octobre doit nécessairement leur apparaître comme une manœuvre dont le but est d'éviter le plus possible que le mouvement ouvrier ne soit soumis à la pression radicalisante du mouvement de la paix. Mais cette initiative de la DGB a aussi un effet mobilisateur. Les militants syndicaux sont maintenant appelés à faire quelque chose pour que le 5 octobre ne soit pas une action sans lendemain. Même les syndicats droitiers comme l'IG Chemie (chimie) ou l'IG Bergbau (bâtiment) subissent cette pression. Dans les entreprises, ceux qui n'avaient rien fait jusqu'à présent sont à leur tour sollicités.

Le 5 octobre se trouve donc au cœur de la mobilisation des travailleurs contre le déploiement des euromissiles. Une fois cette initiative couronnée de succès, il y aura aussi, le 19, des actions dans les entreprises, au moyen desquelles une large participation aux « réunions populaires » du 22 octobre pourra être assurée. ■

Angela KLEIN
Francfort, 1er octobre 1983.

ABONNEZ-VOUS,
RÉABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

3. Cf. *Inprecor* numéro 135, du 25 octobre 1982, « La fin d'une coalition gouvernementale qui dura treize ans », Winfried Wolf.

4. Oskar Lafontaine s'est par ailleurs déclaré favorable au retrait de la RFA de l'OTAN en déclarant notamment : « La question essentielle pour les Européens est de se libérer de la rivalité atomique des superpuissances. (...) La République fédérale doit se risquer à sortir de l'intégration militaire de l'OTAN et devenir dénucléarisée. Les armes atomiques ne doivent plus être stationnées que dans les pays qui les fabriquent. » Le porte-parole du SPD, Glotz, devait lui rétorquer que « l'appartenance de la RFA à l'OTAN est une condition préalable à toute politique de détente et de réduction des armements nucléaires » (le *Monde*, 2 septembre 1983).

"Nous nous opposons au militarisme dans le monde entier"

Entretien avec Roland Jahn, animateur du cercle de la paix de Iena

DANS la nuit du 7 au 8 juin, Roland Jahn, un des principaux animateurs du cercle de la paix de Iena, était expulsé de RDA par la force. L'aspect spectaculaire de cette expulsion — Roland Jahn a été enfermé dans un compartiment de train de transit —, mais aussi de toutes les démarches qui l'ont précédée en RDA, a pour but de faire porter toute l'attention sur la personne de Roland Jahn et de la détourner ainsi de l'ensemble du mouvement et de ses orientations. Cette méthode a déjà souvent fait recette : après en avoir parlé à longueur de colonnes et jusqu'à saturation, les mêmes médias se désintéressent souvent complètement par la suite de la personne et du sujet concerné.

Roland Jahn lui-même tient à ce qu'il ne soit pas fait trop de bruit autour de sa personne. Pour lui, ce qui reste décisif, c'est l'engagement pour la paix et en solidarité avec les groupes qui, tant en RDA qu'en exil, mènent ce combat, et l'engagement contre la répression accrue de la bureaucratie (cf. *Inprecor* numéro 156 du 12 septembre 1983).

L'interview que nous publions ci-dessous a été accordée par Roland Jahn au quotidien ouest-allemand *Tageszeitung* et publiée le 27 juillet 1983.

« TAGESZEITUNG » : — Comment se fait-il que la bureaucratie de la RDA réagisse de manière si violente vis-à-vis du mouvement indépendant de la paix, allant jusqu'à expulser les gens de force, comme dans ton cas, alors que le cercle de la paix de Iena soutient aussi les propositions officielles du gouvernement ? Où donc se situe le problème en RDA ?

Roland JAHN : — Le problème est justement que nous ne nous limitons pas au soutien à ces propositions gouvernementales. Nous allons plus loin en abordant tout ce qui touche concrètement à la situation dans la vie quotidienne. C'est là que se perçoivent le mieux les contradictions entre la militarisation de la société et la référence officielle à une volonté de paix. Les instances de l'Etat estiment que ce mouvement pourrait se développer dans le sens d'une remise en question des structures sociales.

Le régime est construit de telle façon qu'il musèle et discipline les gens par un fonctionnement analogue à celui de l'armée. Il n'existe aucune démocratie mais bien un militarisme despotique. Nous nous opposons au militarisme dans le monde entier, ce qui veut dire que nous commençons évidemment par le faire chez nous. Là où nous le ressentons quotidiennement, nous le dénonçons. En adoptant une telle démarche, nous démasquons les discours officiels sur la paix, et c'est ce qui nous rend dangereux. Partout, les gens ressentent des menaces et des restrictions à leur activité, mais ils ne l'expriment pas toujours ouvertement. Mais, à travers l'apparition publique de quelques personnes, de plus en plus de gens trouvent le courage de dénoncer cela en reconnaissant soudain combien ils sont muselés. Ils commencent alors à s'exprimer et à refuser certaines choses. A partir de là, appa-

raît un véritable mouvement, et c'est ce que les autorités veulent contrer.

Nous ne sommes pas dans l'opposition par principe. Nous voulons tout simplement pouvoir vivre ensemble en paix, dans le respect de la personnalité et de la dignité de l'être humain, ce qui exige un certain nombre de conditions.

— Quel rôle joue l'Eglise pour vous ?

— L'Eglise évangélique de la RDA contribue de manière décisive à la possibilité même d'un développement du travail indépendant pour la paix, ce qui n'empêche pas qu'il y ait un grand nombre de problèmes et de conflits. Mais il faudrait pouvoir les traiter de manière plus complète qu'il n'est possible de le faire ici. Pour une simple remarque rapide, chez nous, à Iena, ces conflits nous ont conduit à apparaître pour la première fois publiquement comme un cercle de la paix, indépendant de l'Etat mais aussi de l'Eglise.

— Je pense à la rencontre de la Freie Deutsche Jugend (FDJ, Jeunesse allemande libre, organisation de jeunesse officielle) à la Pentecôte en mai 1983. Des images impressionnantes en ont été montrées à la télévision. Que représente ce mouvement de la paix « officiel » ? S'agit-il seulement de mobilisations commandées par la bureaucratie ?

— D'un certain côté, elles le sont. Mais je ne nie pas pour autant les émotions sincères des personnes qui y participent. Il me semble en effet tout à fait naturel de s'opposer à la décision de l'OTAN d'installer les missiles. Mais les formes prises par ces mobilisations sont fixées à l'avance.

D'autres éléments entrent également en ligne de compte lors de ce genre de

rencontres comme celle de la FDJ. C'était une rencontre de jeunes, et les jeunes y venant en nombre, cela suffisait à en faire un événement auquel il valait la peine de participer. On peut donc sûrement dire que certains des participants à ces mobilisations officielles sont manipulés, mais la grande majorité y participe d'abord à cause du problème de la paix. Le problème est qu'on ne peut pas déborder le cadre donné par les mots d'ordre fixés officiellement. Aussi, vu de l'Ouest, cela apparaît parfois comme si les mots d'ordre officiels n'étaient qu'imposés, et cela porte peut-être à croire que les gens ne sont même pas véritablement opposés à la décision de l'OTAN d'installer les missiles. Je ne connais personne en RDA qui soit favorable à cette décision. Lorsque tu as un fusil pointé contre toi, tu ne peux tout de même pas être d'accord pour rester dans cette situation. Pour les missiles, c'est exactement la même chose, car c'est bien contre la RDA que sont dirigés les Pershing-II.

— Si je t'interroge sur le mouvement de la paix officiel, c'est parce qu'une partie du mouvement de la paix à l'Ouest se prononce contre tout contact ou tout rapport avec les comités officiels pour la paix en RDA, en argumentant que ces comités défendent des intérêts de bloc.

— D'après moi, ne pas vouloir entretenir de rapports avec le mouvement de la paix officiel des pays de l'Est est une erreur grave. Il faut au contraire les prendre au mot, il faut leur lancer un défi. Il est ainsi possible d'aider ceux qui se regroupent dans ces pays de façon indépendante, dans la mesure où ces rapports avec le mouvement officiel rendent beaucoup plus difficile toute mesure répressive de la part des autorités contre les groupes indépendants. La RDA tient énormément à ce que les comités officiels pour la paix aient des liens avec le mouvement de la paix à l'Ouest.

Lorsque ces groupes de l'Ouest réclament la possibilité pour le mouvement indépendant de travailler comme il l'entend (mouvement indépendant n'est d'ailleurs pas vraiment le bon terme, nous l'avons toujours évité, nous voulons qu'il y ait un mouvement pour la paix), les comités officiels ne peuvent se dérober et sont obligés de leur apporter une réponse. Mais si l'on refuse d'emblée le dialogue, il n'y a même pas possibilité de les contraindre à rendre compte de quoi que ce soit. A cet égard, on peut se référer à des faits très concrets, tels les arrestations qui ont lieu en ce moment.

— Les cercles indépendants pour la paix sont-ils un mouvement isolé en RDA ? Trouvent-ils un écho dans le reste de la société, par exemple dans la FDJ ?

— Ce qu'on entend par travail indépendant pour la paix repose d'abord, et de manière importante, sur l'Eglise évangélique. Comme il y a beaucoup de chré-

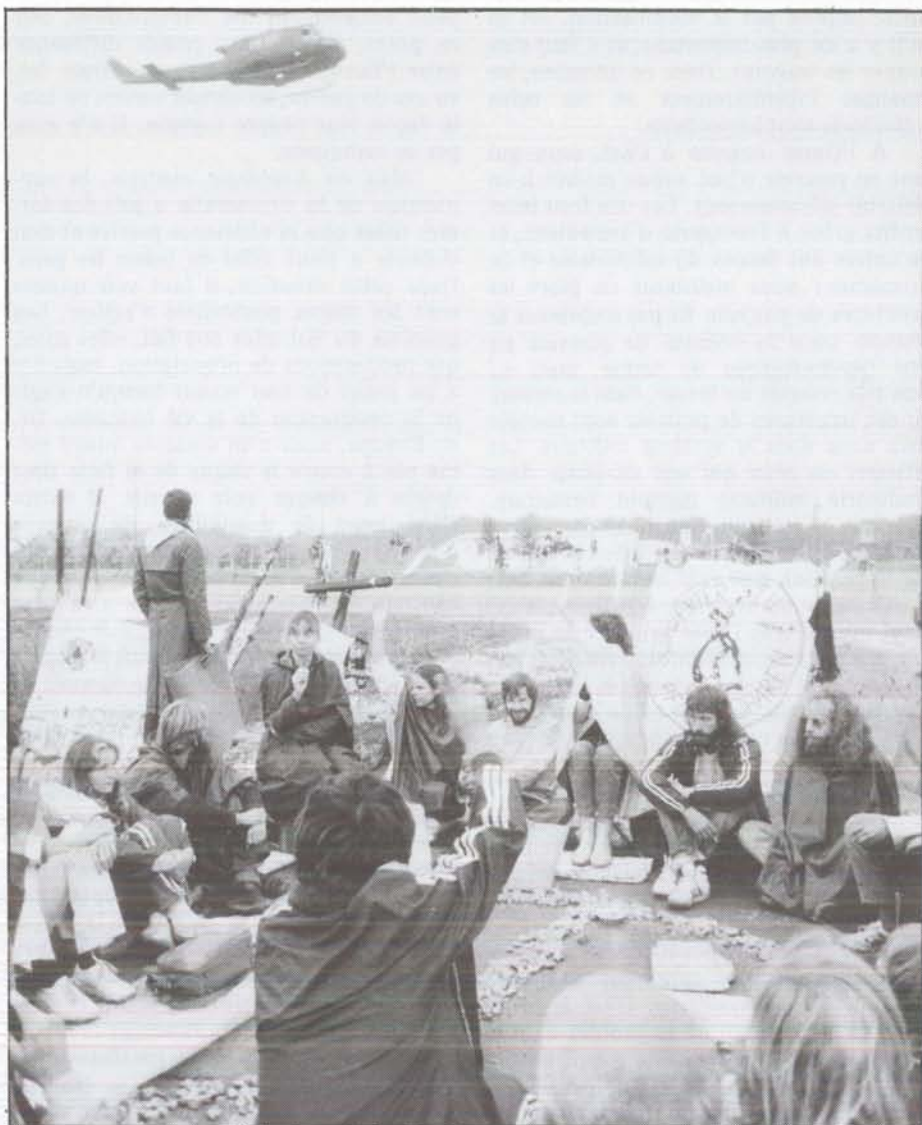
tiens, il trouve un écho important dans la population. Si on rapporte ce que je viens de dire à ce qui s'est passé pour nous à Iena, qui avons maintenu notre action en dehors de l'Eglise, on constate des réactions très diversifiées.

D'abord, notre activité n'est pas passée inaperçue. A cet égard, je voudrais citer trois actions : la minute de silence à Noël 1982, la manifestation lors de l'anniversaire annuel du bombardement de Iena, et l'apparition lors du rassemblement de la FDJ pour la paix à la Pentecôte de mai 1983. Toutes ces actions étaient publiques, et au cours d'apparitions de ce genre on touche la population. Dire ici qu'on « touche la population » est peut-être déjà aller trop loin, dans la mesure où ces manifestations n'attirent pas de larges masses, sauf dans le cas du rassemblement de la FDJ, où la présence est obligatoire. Il y a beaucoup de membres de la FDJ entre 15 et 16 ans qui, à la recherche de quelque chose de nouveau, sont ouverts à toutes sortes de démarches.

La population a été informée de la minute de silence à Noël du fait de la présence massive des forces de la sécurité et de l'ordre. Il y a eu toute une gamme de réactions. Certains disaient qu'on était fous, d'autres ont participé à la campagne de calomnies menée contre nous, disant que nous étions des éléments asociaux. Mais la plupart des gens savaient de quoi il s'agissait, et ce contre quoi nous nous élevions, mais, tout en le comprenant, ils disaient que cela ne servait à rien. C'est là l'attitude dominante en RDA : dire que tout ça est inutile. Enfin, il y a une autre partie des gens qui disent qu'il faut nous soutenir, que ce que nous faisons est bien.

— Les gens en parlent-ils, par exemple dans les entreprises ?

— Oui, bien sûr, au moment où cela devient du domaine public, c'est-à-dire toujours lorsque les organes de la sécurité d'Etat ont frappé. Il est facile d'en faire la démonstration. En novembre dernier, il y a eu une minute de silence, à la suite de quoi des passants ont approché les participants, formant de petits groupes de discussion. Ensuite, plus rien. Le 24 décembre, alors que la même action devait avoir lieu, la présence des organes de sécurité, de groupes de combat était massive. Et bien que, finalement, la minute de silence n'ait pu effectivement se tenir, toute la ville en était informée et en discutait. On peut aussi prendre l'exemple du rassemblement officiel du 18 mars 1983. Nous nous y sommes rendus avec des banderoles et nous nous sommes faits agresser. Immédiatement après, tout le monde était au courant. A la Pentecôte, on a pu observer une certaine tolérance de la part du pouvoir et, à ce moment-là, les gens sont venus débattre avec nous. De manière très prudente bien sûr, mais ils ont commencé par essayer. Ensuite, nos banderoles ont à nouveau été arrachées, et cela a provoqué quelques discussions. Il y avait un grand nombre de membres très jeunes de la FDJ autour de



Stuttgart : les manifestants contre les Pershing arborent le badge des pacifistes de RDA. (DR)

nous, et quelques-uns nous ont dit : « On est de votre côté. » A Schwerin, des gens de la FDJ ont même ramassé des banderoles qui avaient été jetées à terre. C'est là qu'on sent ce qui se passe dans la tête des gens, et qu'il s'agit surtout de faire apparaître.

Après tout, nous aussi avons eu le même cheminement. Nous ne nous sommes pas satisfaits de la seule revendication de désarmement. Nous avons aussi pris en compte les contradictions dans la vie quotidienne. Ces contradictions prennent un caractère essentiel à partir du moment où l'on ne se contente pas de dire seulement qu'il y a des missiles tournés contre nous, mais où l'on se met à analyser de manière plus précise ce qui nous menace. On voit alors que ce qui se déroule au sein de l'armée en RDA ne sert en rien à développer la conscience des problèmes posés par la paix. Cela est tout à fait analogue à ce qui se déroule à l'école avec les cours d'éducation militaire, et même jusqu'au fait de l'existence de jouets de guerre. C'est à ce niveau là qu'il faut aborder le problème. Mais ce qu'il y a de plus visible, bien sûr, ce sont les missiles. Mais on finit par se rendre compte que cette militarisation de la société détermine certains comportements, comme la soumission, l'interdiction, etc... On continue alors à

évoluer. Finalement, il n'y a plus seulement la question du désarmement, mais aussi celle des droits démocratiques, des droits de l'homme.

— Quel rôle joue pour vous la revendication du désarmement unilatéral du pays en RDA ?

— Il y a différentes conceptions. Personnellement, je pense que le désarmement doit se faire des deux côtés, mais qu'il faut donner l'exemple par des mesures prises isolément. Il faut faire des pas qui servent à entraîner l'autre dans la même voie.

— Est-ce que tu revendiquerais en RDA ce que tu viens de dire là ? Malgré ta position vis-à-vis de l'implantation des missiles de l'OTAN ?

— Oui. Il faut prendre des mesures qui donnent l'exemple. Tous les calculs autour du potentiel militaire n'ont aucun sens et ne me préoccupent pas outre mesure. Les négociations de Genève ne me paraissent pas comme étant démunies de sens, mais comme étant incapables de déboucher sur un résultat effectif. Pour cette raison, le désarmement dans les deux

blocs, imposé par la mobilisation, est ce qu'il y a de plus important, et il faut s'en donner les moyens. Dans ce domaine, les échanges internationaux et les refus individuels sont importants.

A l'Ouest comme à l'Est, ceux qui sont au pouvoir n'ont aucun intérêt à un véritable désarmement. Les uns font leurs profits grâce à l'industrie d'armement, et les autres ont besoin du militarisme et de l'armement pour maintenir en place les structures de pouvoir. Et pas seulement le pouvoir pour la volonté de pouvoir au sens psychologique du terme, mais au sens très concret du terme, dans la mesure où ces structures de pouvoir sont ancrées chez nous dans le système militaire. Les officiers ou ceux qui ont un poste dans l'industrie militaire gagnent beaucoup. Bien que ce soit sous une autre forme que pour le capitalisme, ils en tirent profit de par la position que cela leur confère dans la hiérarchie du système. L'officier, le général qui portent l'épée brillante en or, et qui, grâce à cela, mènent une vie agréable, ne ressentent aucune urgence et aucun besoin de tirer la charrue et de transpirer. C'est pour cela qu'ils s'opposent au slogan « Transformer les épées en socs de charrue ».

Pour toutes ces raisons, il faut pousser toujours plus loin le mouvement de la paix. Les gens doivent refuser de suivre les règles du jeu établi. Pour formuler les choses naïvement, on pourrait dire que si les missiles n'étaient pas produits, alors il n'y en aurait pas. Et qui les produit ? Des travailleurs. C'est à ce niveau qu'il faut aborder le problème, et le désarmement unilatéral me paraît approprié : commencer chez soi, ne pas aller à l'armée, ne pas produire d'armements, de jouets de guerre, etc., contribuer au développement d'une conscience sur les questions de la paix, à commencer par les choses les plus simples.

On n'empêche pas les guerres en s'y préparant, mais en développant une conscience pour la paix.

— Mais le fond de ma question précédente était de savoir si tu exigeais des premières mesures de désarmement unilatéral en RDA ...

— Il faut établir ce qui est du domaine du possible. Si des mesures étaient prises aujourd'hui en RDA ou dans le bloc de l'Est et montraient une réelle volonté de paix, alors la justification pour l'installation des missiles en Europe de l'Ouest perdrait encore de sa crédibilité.

— En République fédérale allemande, le Parti communiste allemand (DKP) affirme que le pacifisme des groupes indépendants en RDA les conduit nécessairement à s'opposer aussi à l'armement pour la défense de la révolution nicaraguayenne ...

— Il y a des conceptions très diverses dans les différents groupes à ce sujet. Il y a des pacifistes intégraux. Personnellement, je ne suis pas pacifiste, et je prendrais les armes s'il le fallait. Cela dé-

pend entièrement des circonstances. Sur ce point, il y a une grande différence entre l'Europe et l'Amérique centrale. Ici, en cas de guerre, les choses auront de toute façon leur propre logique. Il n'y aura pas de vainqueur.

Mais en Amérique centrale, la suppression de la démocratie a pris des formes telles que la résistance passive et non violente a pour effet de briser les gens. Dans cette situation, il faut voir quelles sont les autres possibilités d'action. Les guérillas du Salvador ont fait, elles aussi, des propositions de négociation, mais il y a un point de non retour lorsqu'il s'agit de la destruction de la vie humaine. Or, en Europe, nous n'en sommes quand même pas à courir le risque de se faire tirer dessus à chaque coin de rue. Il existe donc assez de possibilités, de moyens d'action non violents pour opérer des changements. Par contre, en Amérique centrale, tu dois avoir recours à la lutte armée. Comme dit Biermann, « *Je chante la paix en temps de guerre, mais je chante aussi la guerre dans cette paix damnée et meurtrière* ». C'est aussi ma façon de voir.

Mais je voudrais encore ajouter quelque chose à propos de la position du DKP. Une affirmation comme « *Transformons les épées en socs de charrue* » est présentée et commentée de manière tellement unilatérale que cela revient en fait à calomnier le mouvement indépendant. Les groupes pour la paix en RDA tiennent d'abord à obtenir le droit d'exprimer leur pensée. Après, on peut discuter des différentes positions. Mais, auparavant, il faut pouvoir les exprimer ...

Bien sûr qu'il y a des pacifistes intégraux, mais chacun doit avoir le droit de s'exprimer et personne ne devrait se retrouver en prison pour cela. Je n'enferme pas l'officier de l'armée qui croit devoir défendre son pays les armes à la main. De la même manière, j'attends qu'il ne m'enferme pas quand je dis que je ne porterai pas les armes et ne ferai mon service militaire dans aucune armée, surtout s'il s'agit d'une armée qui risque de m'envoyer en Pologne. Je déciderai moi-même de ce qu'il faut défendre. Le droit à l'autodétermination de chacun doit être garanti dans tous les domaines de la vie.

— Quel rôle ont joué les événements polonais en RDA ?

— Cela s'est passé à des niveaux différents. Il y a eu l'éveil de beaucoup d'espoir, surtout dans la jeune génération. Une grande partie du mouvement de la paix se conçoit comme mouvement social alternatif global.

Des gens sont prêts à renoncer à leur carrière, etc., tout simplement à cause des restrictions multiples qu'ils ressentent dans leur vie quotidienne. De là, certains évoluent ensuite vers d'autres exigences, dont celle de la réalisation de la personnalité, ce qui n'est possible que dans un environnement démocratique. Alors, tout mouvement allant dans ce sens est salué.

La Pologne c'était, comme en RDA, des résultats électoraux favorables aux autorités et obtenus à 99 % des suffrages.

Et soudain, les gens apprennent à s'exprimer. Cela a provoqué beaucoup d'optimisme et donné lieu à des espoirs pour la RDA elle-même. D'un autre côté, on voit bien que la RDA n'est pas la Pologne, puisqu'ici les gens sont encore bien lotis sur le plan matériel.

— Comment envisages-tu l'avenir des groupes à Iena ? Le cercle de la paix a perdu un grand nombre de ses membres ...

— Il y a assez de gens qui continuent. Bien que ce soit un cercle qui ne possède pas d'organisation, de responsable, etc., il y a quand même une structure. Nous nous sommes donnés une orientation. Pour nous, la paix n'est pas une absence de guerre, mais elle s'inscrit en positif dans le vécu quotidien des gens. C'est aussi la tentative d'agir sur le plan social. Nous ne sommes pas juste un groupe de gens voulant accomplir des actions spectaculaires.

Nous avons commencé à travailler en groupe. Les thèmes abordés étaient d'abord axés autour des problèmes du militarisme. Ensuite, il y a eu la question des racines de ce militarisme ou de la recherche de son origine dans l'éducation que l'on reçoit. De cette manière, il s'est formé un groupe qui travaille sur le thème de l'éducation. Ensuite, nous nous sommes interrogés sur tout ce qui nous menace encore. Il y a, bien sûr, le problème du rapport entre l'homme et la nature, entre l'homme et son environnement. Il s'est donc formé un groupe écologique. Puis, beaucoup se sont retrouvés en prison, ont été livrés à l'arbitraire de l'Etat. Ils ne connaissaient pas la loi. L'aboutissement de cela fut la constitution d'un groupe qui s'occupe des problèmes juridiques. Nous nous sommes aussi demandés si nous étions isolés en RDA. Partout dans le pays il y a des groupes comme le nôtre. Nous avons donc établi des contacts avec eux pour échanger des informations. Chacun a contribué comme il le pouvait à ce travail. Il y avait aussi des formes artistiques à notre activité. Par exemple, nous avons beaucoup travaillé avec la technique photographique, nous avons fait des cartes postales sur le thème de la paix, que nous avons ensuite envoyées dans tout le pays.

Et cela continue. Des gens sont partis, même parmi ceux qui animaient ces activités, mais elles continuent toujours. Si l'on ne peut pas chiffrer le nombre exact de gens qui appartiennent au mouvement de la paix, on sait quand même que cela correspond à un sentiment général très profond. L'armement, la militarisation accrue, mais aussi des événements comme une expulsion du pays par exemple, provoquent des réactions, les gens cherchant les formes possibles pour agir en commun contre ces menaces. A travers ces actions s'établissent des cercles semblables à celui de Iena, et ces cercles se régénèrent. ■

Tageszeitung,
Berlin-Ouest,
27 juillet 1983.

La politique de militarisation du gouvernement Mitterrand

La mise en oeuvre d'une orientation
impérialiste cynique et brutale

LA nette victoire électorale des travailleurs français en mai 1981, permettant à François Mitterrand de devenir le premier Président de la Ve République issu d'un parti ouvrier et de disposer d'une majorité absolue de députés du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PC) pour le soutenir au Parlement, avait suscité l'espoir, en France et au-delà des frontières, qu'une nouvelle politique internationale et militaire allait voir le jour.

Près de trente mois plus tard, la déception est grande, tant en France qu'à l'étranger, parce que la politique suivie par le gouvernement n'a en rien rompu avec l'héritage des guerres coloniales, des interventions impérialistes et d'un alignement quasi inconditionnel de la France sur les positions de l'impérialisme nord-américain sur les questions les plus brûlantes de l'heure.

Jean-Louis MICHEL

Deux images symbolisent parfaitement cette situation où un gouvernement dans lequel siègent les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste et du Parti socialiste unifié (PSU, formation réformiste de gauche), met en œuvre une politique impérialiste cynique et brutale. C'est d'abord celle de François Mitterrand se faisant, à Bonn, devant le Parlement fédéral ouest-allemand, le défenseur zélé des plans de guerre de Ronald Reagan pour l'Europe. Cela en pleine campagne électorale en RFA et contre la volonté manifestée par la grande majorité des militants du Parti social-démocrate (SPD) et du peuple allemand. L'autre séquence choc pour l'opinion démocratique européenne, c'est celle de l'impérialisme français traînant à nouveau ses guêtres coloniales du côté du Tchad et du Liban, envoyant ses troupes à Beyrouth soutenir les phalanges libanaises de la famille Gemayel et le président réactionnaire Amine Gemayel contre les miliciens druzes du Parti socialiste progressiste (PSP) de Walid Joumblatt, membre de l'Internationale socialiste (1).

Cette politique belliciste, en tout point conforme aux intérêts impérialistes, est soutenue de manière quasi inconditionnelle par les directions des partis ouvriers, PS, PCF, et PSU, et par celles des grandes organisations syndicales. En revanche, à la base des partis et des syndicats, comme plus généralement dans la classe ouvrière, on commence à percevoir des différenciations de plus en plus nettes par rapport à cette orientation, qui conduit le gouvernement à imposer une politique d'austérité drastique pour financer l'effort de guerre de l'impérialisme français. Selon plusieurs sondages convergents, une majorité de Français serait opposée à l'envoi des troupes au Tchad et au Liban.

De l'aveu même du Premier ministre Pierre Mauroy, les seules interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient

ont déjà coûté plus d'un milliard de francs (2). La modernisation de l'arsenal nucléaire exigera, selon la loi de programmation militaire 1984-1988 votée au Parlement au printemps dernier, 130 milliards d'investissement sur cinq ans, tandis que 830 milliards au total — évaluation provisoire de 1983 — seront consacrés à l'effort dit de défense, autrement dit à l'effort de guerre de l'Etat impérialiste. Qui paiera la note ? C'est la question que se posent désormais de nombreux travailleurs qui subissent quotidiennement les conséquences de l'austérité. Cela constitue aujourd'hui la base la plus sûre pour que se développe, en France comme dans les autres pays européens, un vaste mouvement de masse antiguerre, à la fois contre la militarisation et l'austérité.

LA FRANCE DANS L'OTAN

La France est sortie en 1966 du commandement militaire intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), par la décision du général De Gaulle. Cela ne l'a jamais empêchée d'assumer ses responsabilités de membre à part entière de la coalition impérialiste, en siégeant notamment dans l'ensemble des instances politiques de l'Alliance atlantique. Seule différence : chaque Etat place en principe une partie de ses forces dès le temps de paix sous commandement militaire intégré. La France se dispense de ce geste, en arguant de son autonomie de décision en ce qui concerne l'engagement de ses troupes dans un éventuel conflit.

Si, au départ, l'impérialisme nord-américain a vu d'un très mauvais œil cette volonté de contestation qui s'attachait à la personnalité encombrante et imprévisible de De Gaulle, il s'est parfaitement accommodé, à la longue, d'une situation d'indépendance formelle qui permet que l'effort de guerre français dépasse de loin celui des autres membres européens de l'OTAN. Plus de deux ans après leur prise de fonction, les gouvernants actuels ont

fait montre d'une remarquable continuité en ce domaine par rapport à leurs prédécesseurs.

Mais, dans le contexte d'une relance générale de la course aux armements qui affecte tous les secteurs de la production militaire, la prétendue volonté d'indépendance affichée par Paris se heurte aux limites du potentiel économique et industriel du pays. C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu Pierre Mauroy, le 20 septembre dernier, devant l'Institut des hautes études de défense nationale, où il a déclaré : « Nous savons déjà que, dans l'avenir, seule une entité économique de la dimension de l'Europe pourra se doter de moyens autonomes pour assurer sa sécurité et sa défense. L'idée d'une défense européenne implique une organisation collective intégrée qui ne pourrait être élaborée que si une autorité politique unique existait. En revanche, la prise de conscience, par les opinions publiques européennes des déséquilibres apparus dans le rapport des forces entre l'Est et l'Ouest donne une nouvelle actualité à l'idée de "défense de l'Europe". Une politique concertée de fabrication d'armements devrait être considérée comme un objectif prioritaire parmi les nombreuses actions à entreprendre en vue d'un approfondissement du système de défense en Europe occidentale. (3) »

Là réside le nœud des relations entre la France, les Etats-Unis et le Pacte atlantique. Le gouvernement français prône « une nouvelle solidarité européenne » parce qu'il entend défendre les intérêts bien compris des marchands de canon impérialistes d'Europe de l'Ouest — au premier rang desquels les Français — contre la concurrence des industries d'armement d'outre Atlantique. En ce sens, il conteste par la bande l'hégémonie américaine dans l'OTAN, son moyen privilégié étant la relance de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui réunit la Belgique, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Luxembourg, l'Allemagne fédérale et l'Italie, et qui est la seule instance européenne juridiquement compétente pour les problèmes militaires.

Mais, dans le même temps, comme surpris par sa propre audace, le gouvernement, par la voix de son chef, ajoute que « cette solidarité européenne enrichit la

1. Pour une analyse plus approfondie de la situation au Tchad, se reporter aux numéros 156 et 157 d'*Inprecor*, des 12 et 26 septembre, et de la situation au Liban, au numéro 158 du 10 octobre 1983.

2. Le *Journal officiel* du 26 août dernier nous informait aussi d'un arrêté du ministère de l'Economie portant sur un transfert de 2,5 millions de francs au profit du ministère de la Défense. Ces 250 millions de centimes initialement affectés à l'Education nationale dans le budget 1983, et plus particulièrement aux « établissements d'enseignement du second degré, établissements scolaires spécialisés, centres d'information et d'orientation et formation des personnels », sont réorientés en définitive aux dépenses de « structures opérationnelles et de soutien » de l'armée de terre. Quoique cette somme représente une goutte d'eau dans le flot du budget militaire, son transfert de poste n'en est pas moins significatif.

3. Le *Monde*, 22 septembre 1983.



Soldats français au Liban. (DR)

solidarité atlantique sans se confondre avec celle-ci ». Il est un fait que sur l'essentiel des grandes orientations politiques et militaires, la France de Mitterrand s'aligne sans trop rechigner sur les positions de Washington. On l'a vu notamment lorsque Mitterrand a signé le communiqué de « guerre froide » du sommet impérialiste de Williamsburg, qui globalisait les problèmes de défense du soi-disant « monde libre », esquisant une politique commune des grands Etats capitalistes à l'échelle de toute la planète, et ce, en contradiction formelle avec les limites géographiques de compétence de l'OTAN. On le voit de manière tout aussi éclatante dans la bataille actuelle autour des euromissiles.

L'indépendance de Paris par rapport à l'OTAN est donc toute relative. Seule la concurrence acharnée que se livrent les marchands de canon de part et d'autre de l'Atlantique lui donne un semblant de

crédibilité. Claude Cheysson, le ministre « socialiste » des Relations extérieures avait d'ailleurs proclamé, en septembre, à Madrid : « L'Alliance atlantique, pour nous, c'est la défense des valeurs fondamentales, j'allais dire des valeurs chrétiennes, des valeurs de civilisation contre le totalitarisme. » Une déclaration de foi que Ronald Reagan ne renierait pas.

UNE PRIORITÉ : LA BOMBE TRICOLEURE

Dans le cadre de cette politique, les joyaux du dispositif militaire français demeurent ses forces nucléaires. Leur fonction, les conditions de leur emploi et les moyens nécessaires à leur modernisation continue sont explicitement définis par la loi de programmation militaire.

Dans le *Bulletin officiel* du 19 mai dernier rendant compte des débats sur

cette loi de programmation militaire, on peut lire ceci : « La crédibilité de la force nucléaire stratégique est fondée sur la sûreté de sa mise en œuvre et sur ses capacités de pénétration et de destruction. Elle est accrue par l'existence de composantes dont les possibilités spécifiques se complètent et se renforcent réciproquement. Son maintien suppose, face à l'évolution des techniques et des menaces, la modernisation continue des moyens mis en œuvre. (...) La France doit également posséder des armes nucléaires tactiques qui confèrent à l'autorité politique la possibilité de dissuader l'adversaire de poursuivre son agression. Le recours à l'emploi de ces armes marquerait l'ultime avertissement avant la mise en œuvre de la riposte nucléaire stratégique. C'est dans le cadre de cette doctrine que nous procédons à leur diversification, afin de maintenir au plus haut niveau leur efficacité militaire. »

Cette théorie de la dissuasion nucléaire à la française est pourtant un leurre grossier. La fiction d'une « dissuasion tous azimuts » chère au PCF depuis qu'il s'est rallié au vieux mirage gaulliste, n'a d'ailleurs plus aucune consistance, puisque, pour la première fois sous la Ve République, un gouvernement où siègent des ministres « communistes », a fait désigner nommément l'ennemi dans un texte de loi, en l'occurrence l'Union soviétique et les Etats membres du Pacte de Varsovie. En outre, un examen sérieux révèle dans toute son absurdité le discours militaire officiel. En supposant que la « menace » provienne directement de l'Union soviétique, l'initiative de l'emploi de l'arsenal nucléaire équivaldrait au suicide, car la riposte qu'il ne manquerait pas de déclencher aboutirait sans aucun doute à ce que le pays soit rayé de la carte en quelques minutes. L'idée selon laquelle « la dissuasion du faible au fort » jouerait par la menace de « dégâts irréparables » que causerait à l'agresseur l'usage du feu nucléaire tricolore n'est donc pas sérieuse. Dans le cas d'une « menace » provenant d'un autre pays, l'usage du feu nucléaire se révélerait alors complètement disproportionné. Et qui peut croire que, dans pareil cas, ni les USA ni l'URSS n'interviendraient ? Il faut donc se rendre à l'évidence : la bombe tricolore n'a de signification politique et militaire que comme l'un des éléments du dispositif d'ensemble de l'impérialisme.

Le PCF, et dans une moindre mesure le PS, en convenaient lorsqu'ils combattaient la ruineuse et inefficace force de frappe de De Gaulle. Depuis leur ralliement honteux de 1977 au principe d'une dissuasion nucléaire nationale, ils ont beau chercher, ils n'ont pas trouvé un discours plus crédible pour justifier cette politique et les énormes dépenses à fonds perdus qu'elle impose au pays. D'où l'acharnement du gouvernement, soutenu pour l'occasion par toute la droite, à refuser une quelconque prise en compte de cet arsenal dans le cadre des négociations Est-Ouest de Genève. Cela ruinerait ce qui



ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

reste de crédibilité formelle dans la doctrine de dissuasion française.

L'exigence d'un désarmement sans conditions ni préalables de la force de frappe française représente donc, en France, non seulement le moyen de faire de substantielles économies — près de 50 milliards de francs pour le seul budget de 1984 —, mais aussi un moyen concret de rompre avec la coalition impérialiste de l'OTAN.

LES VENTES D'ARMES ET LE SERVICE APRES-VENTE DES FORCES D'ASSISTANCE RAPIDE (FAR)

L'autre élément fondamental de la politique militaire de Paris, hier avec De Gaulle, Georges Pompidou ou Giscard d'Estaing, aujourd'hui avec Mitterrand, consiste au maintien, voire au renforcement d'une forte présence militaire française dans des dizaines de pays du Sud, en Afrique et au Moyen-Orient notamment. La fonction de cette présence est double. D'une part, il s'agit d'assurer des débouchés aux industries d'armement. D'autre part, il s'agit de prévenir tout risque de déstabilisation qui mettrait en jeu les intérêts directs de l'impérialisme français dans ces pays.

La vente de matériels militaires et le service après-vente sont ainsi assurés. A cette fin, en effet, l'armée française est présente dans 24 Etats, dont 18 pays d'Afrique, sous des formes très diverses, cela pouvant aller de la présence de quelques dizaines de conseillers militaires jusqu'à l'entretien d'un corps expéditionnaire de plusieurs milliers d'hommes.

En ce qui concerne les industries d'armement, les chiffres sont éloquentes : la France a reçu l'an passé pour 42 milliards de francs de commandes en provenance de l'étranger, contre 30 milliards en

1981 et 22 milliards en 1980. Cela lui a permis, selon l'Institut de recherches sur la paix de Stockholm (SIPRI), de s'octroyer plus de 10 % du marché mondial, contre 8,9 % en 1981. A titre de comparaison, la Grande-Bretagne, l'Italie et la RFA réunies n'ont pas fait mieux. La France confirme ainsi sa solide troisième place au palmarès mondial des marchands de canon, derrière les USA et l'URSS. Une troisième place en valeur absolue, qui correspond à une première place en valeur relative, pour ce qui concerne le volume de la production et la part des exportations par tête d'habitant.

Mais cette politique est bien évidemment à hauts risques économiques en période de crise, alors que l'ensemble des Etats capitalistes ont tendance à y avoir recours, provoquant ainsi un déchaînement brutal de la concurrence sur un marché déjà tendu qui n'est pas sans limite. Cela est d'autant plus vrai pour la France que la structure de ses exportations militaires révèle de graves déséquilibres.

En 1982, 83 % de ses exportations étaient destinées au Maghreb et au Proche-Orient. Si l'on en croit les derniers chiffres publiés par le Ministère des armées pour le premier semestre 1983, la situation se serait brusquement dégradée, avec une baisse de 27 % des commandes par rapport à la période correspondante de 1982. Par ailleurs, la part maghrébine et proche-orientale dans ces premières commandes de l'année serait ramenée de 83 % à 62,5 % du total, tandis que la part de ces matériels destinés à l'Amérique du Sud et à la Caraïbe passerait de 2,5 % en 1982 à 35,6 % au premier semestre 1983. Charles Hernu, le ministre de la Défense, veut y voir la preuve que malgré les difficultés les industriels français de l'armement sont capables de se surpasser. Certes, mais au

prix d'une politique qui n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec le « bien être des peuples » et « les nécessités du développement » qui occupent, au moins sur le papier, une grande place dans les discours présidentiels.

En outre, cette politique cynique de marchands de canon s'accompagne d'une attaque en règle contre les libertés démocratiques des travailleurs de l'armement qui se voient exclus, dans certains secteurs, du bénéfice des lois Auroux sur le droit syndical dans l'entreprise, cela au nom de l'inévitable contrôle policier de l'activité syndicale, qui va de pair avec le processus de militarisation lui-même.

L'importance des responsabilités de l'impérialisme français à l'échelle internationale, sur la base des succès de ses marchands d'armes nécessite, aux yeux du gouvernement, la mise en place d'une force d'assistance rapide de 47 000 hommes qui n'est rien d'autre qu'une force contre-révolutionnaire prête à se déployer au seul profit des clients actuels ou potentiels de Paris. La chose n'est pas nouvelle. On se souvient que l'action du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) à la Mecque, il y a quelques années, avait précédé de peu la commande à la France, par l'Arabie Saoudite, d'une « marine clefs en main » et de divers autres matériels. La Force d'assistance rapide (FAR), construite sur le modèle de la Force à déploiement rapide (FDR) américaine rassemblera, autour d'une force d'hélicoptères de combat, une division légère blindée et au moins deux divisions d'infanterie, dont une de parachutistes. Dotée d'une puissance de feu considérable, elle pourra intervenir aux quatre coins de la planète en liaison avec son homologue américaine, pour préserver les intérêts de l'impérialisme.

C'est la FAR qui s'illustre déjà au Tchad et au Liban. 3 500 hommes participent au dispositif de l'opération « Manta », qualifiée au départ de « mission d'instruction » au Tchad. Près de 6 000 hommes participent, quant à eux, à cette « mission de paix » très particulière qui se déroule à Beyrouth et au large de la capitale libanaise, sur une dizaine de navires de guerre dépêchés sur place par le gouvernement français. De jeunes appelés volontaires sont enrôlés pour ces missions extérieures parce que les professionnels n'y suffisent plus. Voilà bien en quoi consistent les prétendues « missions de paix » que François Mitterrand confie à ses troupes : faire régner par la force l'ordre impérialiste, quoiqu'il arrive.

Les dictateurs divers, malmenés par les populations qu'ils oppriment, savent qu'ils peuvent compter sur la protection du gendarme tricolore, pourvu qu'ils achètent de l'armement et livrent leur pays à l'appétit des capitalistes français. C'est pourquoi l'exigence d'un retrait immédiat des troupes de la FAR du Tchad et du Liban, d'Afrique et du Moyen-Orient, doit être au centre des prochaines mobilisations antiguerre en France. ■

Jean-Louis Michel,
13 octobre 1983.

LE PLAN DE MODERNISATION DE L'ARSENAL NUCLÉAIRE

En adoptant la loi de programmation militaire, le 19 mai dernier, les députés du PS et du PCF ont accordé une priorité absolue à la modernisation et à la mise en œuvre des nouveaux éléments de l'arsenal nucléaire français, dont les composantes essentielles sont les suivantes :

- La mise en service, début 1985, du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) et l'exécution du programme de refonte des SNLE de la première génération. Ils seront armés de missiles M 4 à têtes multiples, dont la portée sera considérablement accrue. Un septième SNLE sera mis en chantier en 1988.

- La transformation de la composante pilotée des forces aériennes disposant de dix-huit mirages IV entièrement rénovés et armés de missiles air-sol à moyenne portée.

- La poursuite des études et recherches sur de nouveaux matériels : le missile stratégique mobile susceptible d'entrer en service en 1996, le missile successeur du M 4, le satellite d'observation spatiale.

- Le remplacement des Mirages III nucléaires tactiques par des Mirages 2 000 dotés de missiles à moyenne portée.

- L'adaptation des Super-Etendard embarqués sur porte-avions au tir du missile à moyenne portée.

- Le nouveau missile Hades destiné à remplacer, à partir de 1992, le système Pluton.

- La poursuite des programmes affectant la mise au point de la bombe à neutrons.

La crise de l'Eldorado pétrolier et les élections présidentielles

Le mouvement ouvrier se présente divisé dans la bataille électorale

LES élections présidentielles du 4 décembre prochain interviendront dans une conjoncture économique et politique critique au Venezuela, marquée par les contre-coups de la crise économique internationale et notamment la baisse des prix du pétrole, principale ressource du pays. Cela a conduit le gouvernement démocrate-chrétien de Luis Herrera Campins à opérer une dévaluation larvée de 40 % il y a quelques mois sur une monnaie dont le cours s'était maintenu pendant de nombreuses années. Mais cela n'a pas suffi au Fonds monétaire international (FMI), qui réclame une politique de dévaluation accrue et d'austérité pour les travailleurs en contrepartie d'une renégociation de la dette extérieure du pays.

C'est dans ce contexte de crise économique de l'« Eldorado » pétrolier vénézuélien que vont s'opposer deux candidats bourgeois aux élections présidentielles. Le candidat démocrate-chrétien Rafaël Caldera, fondateur du Comité d'organisation politique électoral indépendant (COPEI), propose un programme bourgeois traditionnellement pro-impérialiste, qui essaye de gagner les suffrages de la petite bourgeoisie, des couches bourgeoises moyennes et des femmes. Le candidat de l'opposition bourgeoise, Jaime Lusinchi, de l'Action démocratique (AD), avance quant à lui un programme réformiste bourgeois destiné à obtenir les suffrages des couches moyennes salariées et ceux de la classe ouvrière qui, traditionnellement, vote majoritairement pour ce parti affilié à l'Internationale socialiste. Suivant en cela la ligne de l'Internationale socialiste, Lusinchi est favorable à la non intervention de l'impérialisme américain en Amérique centrale. Les sondages d'opinion lui attribuent 42 % des intentions de vote contre 33 % à Caldera.

Quant au mouvement ouvrier traditionnellement faible dans ce pays, l'opposition entre plusieurs de ses composantes a rendu impossible la présentation d'une candidature commune qui aurait pu lui permettre d'espérer obtenir un résultat dépassant le score acquis lors des élections municipales de 1979 (20 % des voix).

L'article d'un dirigeant de l'Organisation socialiste révolutionnaire (OSR), organisation sympathisante de la IVe Internationale au Venezuela, que nous publions ci-après, analyse le cadre de la crise économique dans lequel vont se dérouler ces élections présidentielles et la nature des différentes candidatures du mouvement ouvrier.

José VALDES

La dépendance du Venezuela vis-à-vis du marché mondial ne repose pas seulement sur l'exploitation du pétrole, mais aussi sur les industries d'exportation non-traditionnelles (aluminium, pétrochimie, métallurgie) que les multinationales ont encouragées dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail. Le Venezuela a connu une période de croissance économique à partir de 1974. Ces huit dernières années par exemple, les ventes de pétrole ont représenté plus de 100 milliards de dollars, et les crédits attribués aux nouvelles industries d'exportation 5 milliards de dollars, chiffres atteints par bien peu de pays du « Tiers monde ».

Il y a néanmoins eu une contradiction entre le développement du secteur pétrolier et une capacité productive étroite, avec pour conséquence le fait qu'une grande partie de la demande intérieure devait être satisfaite par l'augmentation des importations. Malgré la richesse apparente du pays, 30 % de la population vit dans des habitations qui n'ont pas d'eau courante ni d'infrastructure hygiénique ; 90 % de la population n'a accès qu'à 190 hôpitaux, la majorité des autres étant privés ; 70 % de la population est sous-alimentée, 23 % analphabète et 40 % à demi-alphabétisée.

C'est en 1978 que sont apparus les premiers symptômes de la crise économique. En 1980 commençait le processus d'inflation-récession dont les effets pouvaient alors encore être amortis par les

hauts cours du prix du pétrole. Mais cette situation s'est aggravée à la fin de 1982 avec la crise de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'inflation s'éleva à 20 % et le produit national brut (PNB) n'augmenta même pas d'un point. La croissance industrielle annuelle chuta de 10 % en 1975 à 1,5 % en 1982. Seule la production agricole augmentait de 6 % mais il ne s'agissait pas là d'une production destinée à couvrir les besoins du marché intérieur. Elle était en fait due aux entreprises agro-alimentaires d'exportation (café, cacao), ce qui obligeait toujours à recourir aux importations pour

couvrir plus de 60 % de la consommation populaire.

LA CRISE ECONOMIQUE ACTUELLE

L'économie vénézuélienne a terminé son cycle d'abondance. Les baisses respectives de la demande et des prix du pétrole se sont répercutées sérieusement sur l'économie du pays, mettant ainsi à nu son caractère semi-colonial et dépendant d'un système capitaliste inégal, hétérogène et combiné. Cette baisse des prix du pétrole a été décisive, car son exportation représente l'équivalent de 90 % des rentrées de devises du pays. A la base de ce processus, se trouve la crise structurelle de l'économie vénézuélienne. Cette dernière est en effet basée sur une ressource non renouvelable, le pétrole, sur une industrie subordonnée aux multinationales, et sur une agriculture incapable de satisfaire les besoins d'un pays connaissant un accroissement démographique très rapide. La population est passée de 7 millions de personnes en 1960 à 16 millions en 1982. Elle est concentrée à 83 % dans les zones urbaines, ce qui représente le plus fort taux d'Amérique latine. Cette augmentation de la population n'est pas seulement due à un fort accroissement naturel, 3,5 % par an, mais aussi à une arrivée massive d'immigrants : plus de 2 millions de personnes en dix ans, notamment Colombiens, Equatoriens, Péruviens, habitants de la Caraïbe et du Cône sud de l'Amérique latine.

Un bulletin publié en 1982 par l'Organisation socialiste révolutionnaire



(OSR) et intitulé « Tendances de la structure économique vénézuélienne » analysait la situation comme suit : « Tout mouvement défavorable au niveau des prix ou à la demande de pétrole mettra à nu la fragilité des bases économiques du pays. Dans une telle conjoncture, la crise structurelle qui existe à l'état latent éclatera, mettant en relief le fait qu'une économie apparemment prospère était bâtie sur un ciment très friable. » Et c'est effectivement ainsi qu'a éclaté la crise économique. Rapidement, l'Etat vénézuélien, qui administre le pétrole depuis la nationalisation de décembre 1975 — même si l'impérialisme en contrôle toujours la technologie et la commercialisation (1) — a vu diminuer ses rentrées de devises de 4 milliards de dollars.

Pour couvrir les coûts du budget national, le gouvernement démocrate-chrétien de Luis Herrera Campins a dévalué le bolivar en février 1983. Cette dévaluation s'est en fait soldée par l'établissement d'un régime de taux de change multiples. Depuis février dernier, il y a donc trois catégories de taux de change : un dollar préférentiel à 4,30 bolivars pour les dépenses courantes de l'Etat, les transactions de l'industrie du pétrole et du fer et l'amortissement de la dette, un dollar à 6 bolivars, ce qui correspond à une dévaluation de 40 %, et un dollar flottant qui, en juillet dernier, atteignait les 10,90 bolivars. Pour renégocier la dette extérieure — qui dépasse les 25 milliards de dollars et dont 18,4 milliards arrivent à échéance avant la fin de 1984 — le FMI a pourtant exigé une dévaluation directe proche du taux d'un dollar pour 14 bolivars.

La finance internationale exigeait en effet la dévaluation du bolivar en échange d'une renégociation de la dette extérieure. Le FMI était tout particulièrement attaché à imposer ses règles du jeu au seul pays d'Amérique latine qui conservait une monnaie relativement forte (2). Les multinationales et les oligarchies financières associées à la bourgeoisie autochtone se sont octroyées de juteux profits par la fuite des capitaux, qui a atteint plus de 10 milliards de dollars en un an, et en réintroduisant une partie de ces capitaux dans le marché flottant du dollar et le marché noir. Dans le même temps, les multinationales qui ont des investissements au Venezuela payaient leurs dépenses et les salaires de leurs travailleurs avec une monnaie dévaluée. Cette situation a fait d'autres bénéficiaires, notamment parmi les secteurs de la bourgeoisie « créole » (autochtone) associés aux entreprises étrangères et au capital d'Etat dans l'industrie moderne destinée aux exportations non traditionnelles. Recevant en dollars le paiement du montant de leurs ventes, ils payaient les salaires et autres charges en monnaie dévaluée. Pour sa part, la bourgeoisie industrielle qui travaillait pour le marché intérieur a obtenu que le gouvernement lui octroie l'accès au taux de change préférentiel, mais cette manne se terminera bientôt, lorsque le FMI aura réussi à imposer un change unique du dollar.



Bidonvilles au Venezuela. (DR)

Ni le gouvernement démocrate-chrétien ni aucun des partis politiques n'ont réellement évalué l'ampleur de la crise, car ils ne l'ont pas appréciée comme l'un des aspects de la crise internationale se répercutant sur la demande et les prix du pétrole. Les hommes politiques vénézuéliens, ceux de droite comme ceux de gauche, parlent de la situation économique du pays comme s'il n'était pas intégré au contexte mondial caractérisé par la plus grave crise qu'ait connu le système capitaliste depuis la grande dépression des années 1930.

Le processus inflationniste menace le système bancaire et le crédit (3). Pour éviter une possible banqueroute, l'impérialisme est devenu très rigide sur la question des crédits, étant donné que les pays semi-coloniaux ont déjà un endettement de plus de 500 milliards de dollars. Certaines des grandes banques créditrices sont aujourd'hui en difficulté du fait même de l'arrêt des remboursements, et leur faillite éventuelle provoquée par un retrait massif des capitaux pourrait entraîner la banqueroute de tout le système bancaire international. C'est cela qui explique les pressions du FMI sur le Venezuela et d'autres pays pour imposer des conditions draconiennes à la renégociation de la dette extérieure. Dans le même temps, la crise mondiale a accéléré la baisse de la demande et des prix du pétrole. D'après Ronald Reagan, cette baisse serait une chance pour l'économie capitaliste. Ce raisonnement est pourtant une consolation à courte vue, car la baisse des prix du pétrole aura rapidement aussi des répercussions dans les pays impérialistes, lorsque les pays exportateurs de pétrole

commenceront à retirer leurs pétrodollars des banques internationales et réduiront leurs investissements en Europe ou en Amérique afin de financer leurs importations et leurs programmes intérieurs.

L'impact de la crise au Venezuela s'est déjà fait sentir non seulement au niveau financier, mais aussi au niveau de l'appareil productif. La production industrielle a brusquement chuté, de nombreuses usines ont été fermées. La construction est paralysée, mettant au chômage plus de 70 % des ouvriers de ce secteur. Dans beaucoup d'usines, on ne travaille plus que 3 ou 4 jours par semaine. Ce taux de chômage partiel atteint 14 % de la population active.

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DE LA BOURGEOISIE ET LE ROLE DE L'ETAT

Cette crise a aiguë les contradictions inter-bourgeoises qui existaient déjà à l'état latent lorsque le gâteau des profits à se partager était encore consistant. Les frictions les plus importantes ont lieu entre, d'une part, la bourgeoisie industrielle traditionnelle et la bourgeoisie agraire et, d'autre part, la fraction de la bourgeoisie qui dirige le processus de développement des nouvelles industries d'exportation (aluminium, pétrochimie, métallurgie), car la redistribution de la rente pétrolière s'est faite — et se fait — au profit de cette dernière. Cela a entraîné de fortes protestations de la part de la bourgeoisie agraire et manufacturière quant à la distribution des crédits par l'Etat. Ces frictions ont leur correspondant au niveau politique. Les contradic-

1. La nationalisation du pétrole, en décembre 1975, n'a pas signifié une expropriation des compagnies impérialistes, bien au contraire. L'article 5 de la loi de nationalisation prévoit la création d'entreprises mixtes entre l'Etat et les compagnies étrangères. Ainsi, alors que l'Etat a pris en charge la production du pétrole brut, sa commercialisation et les profits y afférant restent aux mains des compagnies pétrolières. La structure administrative et technique antérieure à la nationalisation est restée en place, à peu de choses près, à tel point que la compagnie américaine Exxon, qui commercialise 80 % de la production vénézuélienne du pétrole, conserve un pouvoir déterminant sur la politique de production du pétrole et continue à en tirer d'énormes profits.

2. Le bolivar, qui était l'une des monnaies les plus stables de la région, s'échangeait au cours de 4,3 bolivars le dollar depuis plus d'une douzaine d'années.

3. Ses effets se sont fait aussi sentir au Venezuela où, en février 1983, la Banco Industrial du Venezuela, quatrième banque du pays, a été déclaré en défaut de paiement par l'European Banking Company (EBC), banque internationale de consortium dont le siège est à Bruxelles. La banque vénézuélienne ne pouvait honorer l'échéance de décembre 1982 de remboursement de prêts à court terme consentis quelques mois auparavant par l'institution financière européenne (cf. le Monde du 26 février 1983).

L'échiquier politique vénézuélien

— Le Comité d'organisation politique électoral indépendant (COPEI) est un parti bourgeois démocrate-chrétien fondé en 1945 et affilié à l'Union mondiale de la démocratie chrétienne. Il a gouverné le pays de 1970 à 1974 (avec Rafaël Caldera) et de 1979 à 1983 (avec Luis Herrera Campins). Le COPEI regroupe les secteurs traditionnels de la bourgeoisie, les professions libérales et les couches moyennes aisées. C'est la seconde force dans le mouvement syndical, avec une pénétration conséquente dans les secteurs paysans et les organisations de quartier.

— L'Action démocratique (AD) est une formation affiliée à l'Internationale socialiste. Parti petit-bourgeois populiste, sous la direction à l'origine de Romulo Bétancourt dans les années 1940, l'AD s'est ensuite transformée en parti bourgeois réformiste lié aux secteurs dynamiques et nouveaux de la bourgeoisie financière et industrielle. L'AD, qui a dirigé le gouvernement en diverses occasions depuis 1945, contrôle la Confédération des travailleurs vénézuéliens (CTV), et est appuyée par la majorité de la classe ouvrière.

— Le Mouvement vers le socialisme (MAS) est issu d'une scission du PCV réalisée en 1971. Depuis, il subit chaque jour un peu plus l'influence programmatique conjuguée de l'eurocommunisme et de la social-démocratie. Le MAS ne dispose pas de forces importantes dans le mouvement ouvrier et paysan mais possède une certaine influence chez les étudiants et les enseignants. Son objectif immédiat est de gagner l'appui de larges secteurs des couches moyennes. Dernièrement, une tendance anti-cubaine est apparue au sein du MAS. Les principaux discours de Teodoro Petkoff, son candidat aux élections présidentielles, sont essentiellement dirigés contre l'Union soviétique, la Pologne, etc., et s'inscrivent dans l'anticommunisme. Le MAS est le parti de gauche le plus important sur le plan électoral, avec cinq députés sur deux cent et deux sénateurs sur quarante-neuf.

— Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) est apparu en 1960, comme le produit d'une scission au sein des Jeunesses de l'AD. Il se lança alors dans la guérilla, mais sans succès. En 1970, le MIR entreprend une réorientation en direction de l'intervention dans le mouvement de masse et obtient de petits succès. Il se divise en 1981 entre deux fractions dirigées respectivement par Moises Moleiro et Americo Martin, agissant sous le même sigle et distinguées d'après les noms de leurs dirigeants. A l'origine révolutionnaire, le programme du MIR devient chaque jour plus réformiste, notamment après l'appui au MAS. Moleiro, qui a conservé le sigle du MIR, dispose de deux députés.

— Nouvelle alternative est un regroupement constitué en 1982 à partir du secteur du MIR dirigé par Americo Martin, et Avant-garde communiste, issu d'une scission du PCV de 1976. Parti social-démocrate sans influence sur le mouvement ouvrier, il capitalise aujourd'hui l'appui à la candidature Rangel. Il dispose de trois députés.

— Le Parti communiste du Venezuela (PCV) a connu de nombreuses scissions qui l'ont affaibli. C'est un parti pro-soviétique, d'idéologie et de mode d'organisation stalinien, qui n'atteint pas les 50 000 voix aux élections. Il jouit d'une petite influence dans le mouvement syndical à travers la Centrale unique des travailleurs du Venezuela (CUTV), organisation très faible par rapport à la CTV dirigée par l'AD. Le PCV dispose d'un député au Parlement.

— Le Groupe d'action révolutionnaire (GAR) tire son origine de la gauche chrétienne. Il est devenu ensuite un parti marxiste qui dispose d'une petite influence dans les secteurs des travailleurs de la métallurgie, du textile et dans certaines organisations de quartier. Aux élections législatives de décembre 1978, il a obtenu un député. C'est un parti de dimension nationale, dont le programme est révolutionnaire.

— Le Peuple avance (EPA) est un groupe qui a une certaine implantation dans les secteurs ouvriers de l'industrie de l'acier et dans le textile. Il n'a pas d'élus au Parlement, mais dispose d'une organisation révolutionnaire et de cadres politiques de valeur.

— Les Comités d'unité populaire (CUP) ont beaucoup de force dans les groupes culturels de quartier. Les CUP sont fondés sur la base d'un programme révolutionnaire et disposent d'un nombre important de cadres dirigeants.

— Le Mouvement électoral du peuple (MEP) est apparu en 1968 lors d'une scission de l'AD, qui entraîna un important secteur de dirigeants syndicaux. C'est un parti social-démocrate membre de l'Internationale socialiste. Le MEP reste la troisième force syndicale du pays, même s'il a beaucoup perdu au plan électoral. Il dispose de deux députés élus grâce à 70 000 voix.

— La Ligue socialiste (LS) provient des restes de courants guérilléristes de la fin des années 1960, qui bénéficièrent de l'amnistie. Son programme révolutionnaire s'est progressivement dissous. La LS a très peu de forces dans le mouvement ouvrier, mais a obtenu un député et dispose de quelques militants ouvriers dans les groupes de quartier. Son secrétaire général, Julio Escolona, est membre du Front mondial de solidarité avec le Salvador, mais il fait bien peu de choses au Venezuela pour développer les comités d'appui au combat des révolutionnaires salvadoriens. Aux dernières élections de 1978, il a obtenu 28 000 voix.

— Patrie socialiste (PS) s'est constitué en 1983 sur la base de la fusion de la scission d'une tendance de la gauche du MAS avec le groupe Tendance révolutionnaire issu en 1977 de l'organisation de l'ancien guérillero Douglas Bravo. Organisé autour d'un programme de type centriste de gauche, ce courant dispose d'une influence quasi nulle dans le mouvement ouvrier.

— En plus de l'Organisation socialiste révolutionnaire (OSR), organisation sympathisante de la IVe Internationale, il existe un autre groupe se réclamant du trotskysme, le Parti socialiste des travailleurs (PST), produit de l'unification de divers secteurs morénistes et lambertistes. Le PST n'a, à ce jour, pas encore pris position sur les questions électorales.

tions entre le Comité d'organisation politique électoral indépendant (COPEI) à la tête du gouvernement et l'Action démocratique (AD, parti bourgeois membre de l'Internationale socialiste et aujourd'hui dans l'opposition) se sont approfondies et traversent chacun des deux partis.

Car, depuis la dernière décennie, l'Etat vénézuélien a assumé de nouvelles fonctions. Il n'est plus, comme par le passé, cet Etat libéral qui avait peu d'interventions dans le domaine économique. A partir des années 1940, nous assistons à

une intervention de l'Etat dans l'économie, qui ne va pas toutefois jusqu'à l'administration directe d'entreprises (4). L'intervention de l'Etat se limite à répartir la rente pétrolière et à accorder ses subsides à la bourgeoisie industrielle et agraire. C'est un Etat « protecteur », médiateur et distributeur, qui récupère l'excédent pétrolier et le répartit entre les différents secteurs de la classe dominante. De plus, il se charge de créer toute l'infrastructure nécessaire (énergie, réseaux routiers, télécommunications) aux industries

de substitution à certaines importations. A cela s'ajoutent des investissements pour garantir la reproduction de la force de

4. La forme de domination politique de la bourgeoisie correspond, à cette époque, à la dictature militaire, dont la dernière en date, celle du général Marcos Perez Jimenez (1948-1958), est renversée en 1958 par une insurrection populaire soutenue par des secteurs de l'armée. Depuis cette date, ce sont l'AD et le COPEI qui se partagent à tour de rôle la gestion du gouvernement dans le cadre d'une sorte de bipartisme aujourd'hui en crise.

travail au travers de plans concernant le logement, l'éducation ou la santé.

A partir des années 1960, l'Etat commence à assumer d'autres fonctions, en réalisant des investissements dans la sidérurgie et la pétrochimie, tendance qui se consolide dans les années 1970 avec la nationalisation du pétrole et des mines de fer. De médiateur-distributeur, l'Etat se transforme alors en chef d'entreprise et organisateur de la production, non seulement dans le domaine du pétrole et de la sidérurgie, mais aussi dans celui des nouvelles industries d'exportations, comme la pétrochimie, la métallurgie et l'aluminium. Nous assistons alors non seulement à une association du capital financier étranger et des entreprises privées vénézuéliennes, mais aussi à une association de ce capital monopoliste et du capital d'Etat, comme par exemple dans le cas de la multinationale de l'aluminium Reynolds.

Actuellement, l'Etat vénézuélien contrôle 53 % des investissements bruts fixes, 40 % du produit intérieur brut (PIB) par le moyen duquel il favorise le processus d'accumulation au profit de la bourgeoisie. Cela renforce encore le rôle de garant des intérêts capitalistes qu'assume l'Etat bourgeois semi-colonial. Or, les partis de gauche, et notamment le Mouvement vers le socialisme (MAS), d'orientation social-démocrate, appuient ce nouveau rôle de l'Etat, y voyant un aspect progressiste contre l'entreprise privée et un pas vers le socialisme. La gauche applaudit à ce capitalisme d'Etat sans pren-

dre en compte le fait que la politique des multinationales consiste justement à s'associer avec un capital d'Etat important.

LA CLASSE OUVRIERE ET LE MOUVEMENT SYNDICAL

Depuis les années 1960, les conflits de classes sont apparus plus clairement, avec la formation d'un prolétariat industriel qui est passé de 170 000 travailleurs en 1950 à 400 000 en 1980. Ensemble, les travailleurs du pétrole, du secteur rural et le prolétariat urbain non industriel représentent plus d'un million d'ouvriers. De plus, il faut aussi intégrer dans les travailleurs les couches moyennes salariées. Entre les travailleurs de l'Etat et ceux des entreprises privées, c'est un million et demi d'employés qu'il faut compter, le tout sur une population active de 4 millions de personnes.

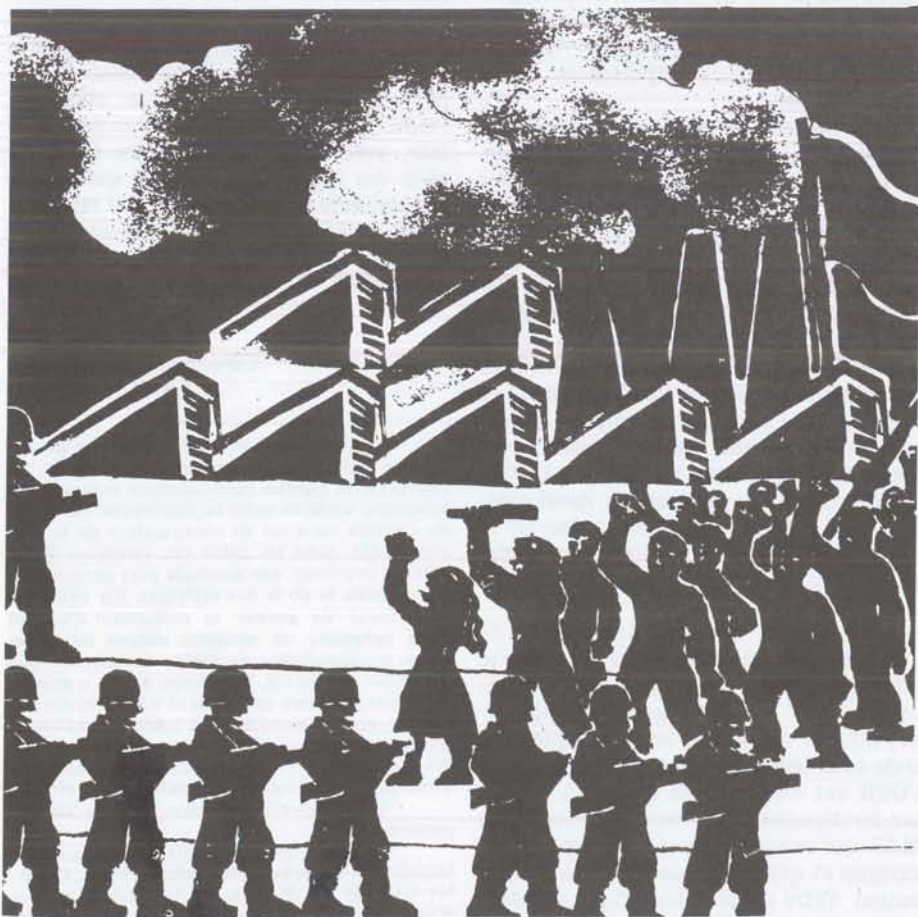
Il existe plusieurs milliers de syndicats d'entreprise, professionnels ou de bureau, qui regroupent 2 millions de travailleurs syndiqués. Il n'y a pas de syndicats uniques par branche d'activité industrielle, faiblesse relativement compensée par l'existence de fédérations structurées nationalement. La politique sectaire dans les relations partis-syndicats a cependant conduit à la dispersion syndicale. Dans certaines usines, il y a autant de syndicats que de partis politiques. Sur ces 8 000 syndicats, plus de 50 % sont contrôlés par l'AD, 25 % par le COPEI, 18 % par le Mouvement électoral

du peuple (MEP), et le reste par le MAS, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), le Parti communiste du Venezuela (PCV), etc. (cf. encadré sur l'analyse de ces formations politiques). Il existe au sein de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) une forte bureaucratie syndicale ayant de puissantes racines économiques, vu qu'elle administre la Banque des travailleurs, l'un des plus importants organismes financiers du pays (5). Cela a amené certains courants à caractériser la CTV de centrale syndicale bourgeoise, intégrée à l'appareil d'Etat. A notre point de vue, la CTV est une centrale ouvrière par sa composition sociale, avec une direction petite-bourgeoise réformiste, intégrée partiellement à l'appareil d'Etat, mais regroupant l'écrasante majorité de la classe ouvrière. C'est pour cela que l'activité dans les syndicats de base de la CTV fait partie des axes prioritaires du travail des marxistes révolutionnaires. C'est là que nous essayons de développer des tendances « lutte des classes » avec comme objectif stratégique de former une centrale syndicale de classe en liaison avec les courants qui se développent sur cette base dans l'autre centrale syndicale, très minoritaire celle-là, la Centrale unique des travailleurs du Venezuela (CUTV), issue d'une scission de la CTV, et contrôlée par le PCV.

Depuis la grande grève du textile de 1977, une tendance classiste est apparue dans les syndicats des secteurs de l'acier, du textile, de la métallurgie et dans le prolétariat rural. A partir de 1979-1980, c'est une nouvelle étape qui s'ouvre dans la lutte des classes, caractérisée par une montée de la mobilisation des masses, notamment dans les provinces les plus industrialisées, même si elle reste encore inégale. Dans le cadre de cette montée du mouvement des masses, il faut noter l'activité du prolétariat rural, qui s'est renforcé numériquement à partir du développement du capitalisme agraire. Des ligues paysannes, des syndicats, des fronts paysans se sont formés, qui luttent pour l'expropriation des latifundistes, avec « occupations préventives » des terres, qui aspirent à l'unité ouvriers-paysans.

Ces dernières années, les femmes se sont insérées dans le processus de production. Elles constituent aujourd'hui 30 % de la population dite active, en considérant que les statistiques ne prennent pas en compte les femmes qui travaillent au foyer ou dans des productions de type familial, que ce soit à la campagne ou dans l'artisanat. Les femmes commencent aussi à entrer dans les syndicats. Toutefois, nous n'avons pas assisté à la naissance d'importants mouvements autonomes de femmes, même si de petits groupes de femmes sont

5. La CTV regroupe environ 1,5 million de travailleurs. Elle est organisée en fractions qui recoupent divers courants politiques, mais elle est largement contrôlée par l'AD. Ainsi, le secrétaire général de l'AD élu en 1981, Manuel Penalver, est un ancien ouvrier du pétrole, membre du comité exécutif de la CTV.



apparus, comme les groupes « Persona », « Une femme quelconque », etc. En 1982, nous avons assisté à des manifestations féministes en vue d'obtenir la réforme du Code civil. Un certain nombre de droits ont ainsi été obtenus, comme la reconnaissance des enfants dits illégitimes, l'usage du nom de la jeune fille pour la femme mariée, le divorce automatique si l'on peut prouver la séparation de corps depuis 5 ans au moins, l'administration commune des biens entre le mari et la femme, la détermination du domicile en commun et la « patria potestad » commune, c'est-à-dire le droit identique pour les deux époux à déterminer l'éducation des enfants, etc.

LES PARTIS DE GAUCHE ET LEURS CANDIDATS

Le grand problème du peuple vénézuélien, c'est qu'il ne possède pas de puissants partis ouvriers. Le PCV a eu, jusque dans les années 1960, une certaine influence, mais il est entré en crise à partir de la scission qui allait donner naissance au MAS en 1971. D'un autre côté, la conception « foquiste » (guérillériste) qui prévalait dans les années 1960, spécialement dans le MIR — scission de l'AD —, conduisit à l'abandon de l'intervention des militants de cette organisation dans les fronts de masse, ce qui facilita le contrôle du mouvement syndical par l'AD. Malgré le tournant vers l'intervention dans le mouvement de masse opéré dans les années 1970, après l'échec de la guérilla, la gauche n'est pas parvenue à pénétrer solidement dans le mouvement ouvrier. Le MAS, par exemple, intervient de façon préférentielle dans les secteurs relevant des couches moyennes.

La gauche vient aussi de perdre une occasion importante en cette période électorale, en présentant deux candidats différents aux prochaines élections présidentielles. Si l'on prend en compte la crise actuelle que connaît le COPEI et les échecs antérieurs de l'AD, la gauche unie avait la possibilité d'obtenir 30 % des voix en se présentant comme une alternative non seulement au niveau électoral, mais aussi comme un facteur décisif dans l'impulsion des luttes sociales. Mais la position intransigeante du MAS et l'ambition personnelle de Teodoro Petkoff, député, président du MAS et candidat de ce parti aux élections du 4 décembre prochain, avec l'appui d'un secteur du MIR, a rendu impossible l'unité préconisée par le second candidat de la gauche, José Vicente Rangel, déjà deux fois candidat à la présidence sur les listes du MAS.

Les deux candidatures sont maintenant présentées (6). Celle de Teodoro Petkoff propose un programme réformiste limité, teinté d'un certain anticommunisme et inspiré par certains aspects de la social-démocratie et des courants euro-communistes. Son objectif est de gagner les couches moyennes et les moyens entrepreneurs. Il a également obtenu l'appui de certaines personnalités bourgeoises qui financent sa campagne électorale. José Vicente

Rangel — appuyé par la Nouvelle alternative, le MEP, le PCV, le Peuple avance (EPA), le Groupe d'action révolutionnaire (GAR), les Comités d'unité populaire (CUP), Patrie socialiste, la Ligue socialiste et l'OSR — met en avant un programme réformiste de gauche. Celui-ci comprend les points suivants : appui à Cuba, au Nicaragua, à Grenade, à la révolution centro-américaine ; accélération de la lutte anti-impérialiste par la nationalisation de la banque ; réforme fiscale pour que les riches paient les frais de la crise ; échelle mobile des salaires ; moratoire de la dette extérieure ; lutte pour le socialisme.

L'alliance qui appui la candidature de Rangel est très hétérogène, vu qu'elle s'étend de la social-démocratie du MEP et de la Nouvelle alternative et du réformisme bureaucratique du PCV jusqu'aux courants centristes de gauche et marxistes révolutionnaires. La campagne électorale de Rangel s'est néanmoins radicalisée au fur et à mesure qu'elle se développait. Les sondages d'opinion attribuent aux deux candidats de gauche à peu près le même pourcentage d'intentions de vote, soit 7 à 8 % pour chacun d'entre eux.

LA POSITION DE L'OSR

L'Organisation socialiste révolutionnaire, créée en 1978 dans un pays qui dispose d'une très faible tradition trotskyste, a lutté pendant un an avec d'autres organisations pour l'unité de la gauche aux prochaines élections présidentielles, mais constatant qu'il était impossible d'y parvenir, elle a décidé d'apporter un appui critique à la candidature de José Vicente Rangel, car son programme contient certaines aspirations importantes de la classe ouvrière.

L'objectif de l'OSR au cours de cette campagne électorale est de contribuer à développer la conscience de classe, en appelant les travailleurs à ne pas donner leurs voix aux deux candidats de la bourgeoisie, Caldera et Lusinchí. Mais la lutte pour l'unité de la gauche et de la classe ouvrière doit aussi se mener avant et après les élections, au travers de la formation de fronts unis dans les syndicats, dans le mouvement paysan et étudiant, dans la lutte contre l'impérialisme et pour la libération de la femme, dans les comités écologiques et les comités de quartier. L'OSR a pour ambition d'aider au développement de courants classistes à travers la lutte sociale de tous les jours, en propageant les expériences de lutte des travailleurs.

L'un des objectifs importants de l'OSR est aussi de développer la solidarité internationaliste avec l'Etat ouvrier cubain, avec la révolution nicaraguayenne, avec la révolution en Amérique centrale et à Grenade. Quelques militants de l'OSR ont d'ailleurs été amenés à s'opposer publiquement à certains militants du MAS qui se sont prononcés contre le Nicaragua et qui ont calomnié Cuba en l'accusant d'être un Etat despotique et totalitaire, notamment lors du congrès tenu à Caracas en commémoration du 200^e an-

niversaire de la naissance de Simon Bolívar (7). L'OSR a usé de son influence sur Rangel pour qu'il organise une grande démonstration de masse en solidarité avec l'Amérique centrale, obligeant ainsi les autres candidats à se prononcer sur ce sujet.

Dans le cadre de l'actuelle campagne électorale l'OSR participe à la formation de Comités socialistes d'appui à Rangel, qui ne doivent pas se limiter à faire de la propagande électorale, mais au sein desquels il est possible d'agir pour faire progresser le degré d'éducation politique et d'organisation de la classe ouvrière. Ces comités sont des noyaux de discussion et de critique pour l'élaboration de propositions programmatiques par secteurs du mouvement ouvrier, qui sont ensuite soumises au candidat Rangel. Si ce dernier les approuve et signe un accord avec, par exemple, les secteurs du textile, de la métallurgie, des femmes, des écologistes, des indiens ou des paysans, cela est massivement diffusé dans le but de pousser d'autres secteurs à agir de la sorte. Par l'intermédiaire de sa participation aux comités socialistes, l'OSR impulse les débats sur les mesures à prendre contre l'impérialisme et la bourgeoisie « créole », sur le soutien au syndicat Solidarité et aux ouvriers polonais, sur la solidarité avec l'Amérique centrale et Cuba. Elle propose aussi une plateforme pour lutter contre la crise contenant des revendications concernant l'échelle mobile des salaires, le blocage des prix, une réforme fiscale au travers de l'instauration d'un impôt progressif sur le grand capital, la nationalisation du système bancaire et un moratoire de la dette extérieure, tout cela devant se combiner dans la perspective d'une lutte pour un gouvernement des ouvriers et des pauvres des villes et des campagnes dans un Venezuela socialiste. Dans ce contexte, l'OSR a de bonnes possibilités pour former, avec le GAR, l'EPA, les CUP, un pôle des révolutionnaires (8) qui appuie la candidature de Rangel, ce qui représenterait un jalon important sur le chemin de la construction d'un parti marxiste révolutionnaire.

José VALDES
Caracas, 15 juillet 1983.

6. Après les élections législatives de décembre 1978, où elle totalisa environ 11 % des suffrages, la gauche vénézuélienne entreprit un processus unitaire avec la formation, en 1979, du Comité national de coordination de la gauche (CNI), dont les listes aux élections municipales obtinrent des résultats plus importants, approchant le 20 % des suffrages. En 1980, les formations de gauche se mettaient d'accord pour présenter un candidat unique aux élections présidentielles de 1983, envisageant même pour son choix le recours à des « primaires » ouvertes aux militants et électeurs des différents partis préalablement inscrits dans un registre électoral spécifiquement destiné à cet effet. Cet accord n'a néanmoins pas été maintenu pour des raisons analysées dans le présent article.

7. Cf. *Inprecor* numéro 156, du 12 septembre 1983.

8. Depuis lors, un accord est en effet intervenu, le 28 août 1983, entre le GAR, l'EPA, les CUP et l'OSR pour la formation, autour d'une plateforme d'action commune, d'une « Convergence des révolutionnaires qui appuient José Vicente ».

La question de la réforme agraire, trois ans après l'indépendance

La lutte contre la répartition inégale de la terre, accaparée par les colons blancs du temps du colonialisme et du régime de Ian Smith, a été à la base même des revendications du mouvement nationaliste. Les organisations nationalistes armées qui ont dirigé la lutte armée contre le régime raciste rhodésien pendant des années ont fait de cette question un élément de propagande important. Leur programme contenait l'affirmation de la nécessité d'une répartition des terres aux populations noires spoliées, alors confinées dans des réserves tribales ou en exil, sans pour autant manifester une claire prise de position par rapport au devenir des grands propriétaires fonciers blancs.

À l'indépendance, en 1980, le régime de Robert Mugabe entreprit de réinstaller ces populations noires sur des terres achetées par le gouvernement aux propriétaires blancs. Cette opération était financée par l'aide des pays capitalistes occidentaux désireux de parvenir à une stabilisation de la situation au Zimbabwe sur la base d'un système garantissant les intérêts fondamentaux des compagnies impérialistes et des gros colons blancs. Il s'agissait donc simplement de désamorcer le problème épineux de la réforme agraire.

Le résultat est bien mince, puisqu'à ce jour seulement 20 000 familles ont pu être ainsi réinstallées sur des terres achetées aux Blancs sur un total de 162 000 familles dont la réinstallation était prévue pour la fin 1985. Aucune réforme agraire radicale n'a donc été déclenchée. Il ne semble même pas que l'objectif gouvernemental pour 1985 puisse être atteint. D'abord parce que l'achat volontaire de terres demeure tributaire du financement étranger et de la bonne volonté des colons blancs. Ensuite, parce que l'aide aux paysans ainsi réinstallés est minime et ne permet pas de faire du secteur coopératif ainsi créé un secteur agricole dynamique capable de concurrencer le secteur commercial de l'agriculture blanche, dont les rendements concernant la production de céréales, du fait de la mécanisation de cette agriculture et du faible coût de la main-d'œuvre africaine employée, sont parfois supérieurs à ceux obtenus en Europe occidentale. Ainsi, le secteur commercial agricole produit entre 85 et 90 % de l'alimentation mise en vente dans le pays sur seulement 36 % des terres cultivées, les meilleures.

L'incapacité du gouvernement de Robert Mugabe à s'émanciper de la tutelle impérialiste et à mettre en œuvre une réelle réforme agraire est au centre de la démonstration contenue dans l'article que nous publions ci-après. Cette analyse permet, à partir d'une question aussi essentielle que la redistribution égalitaire de la terre, d'éclaircir la réalité de la politique du régime de Harare au-delà du double langage des autorités, qui prétendent à la fois garantir la propriété privée et les intérêts impérialistes, et marcher vers la construction du socialisme.

James BARNETT

« Chacun peut trouver quelque chose à son goût au Zimbabwe », proclament les brochures touristiques. La même formule pourrait aussi être utilisée pour caractériser la situation politique de ce pays. Les progressistes peuvent se satisfaire des premières mesures adoptées par le gouvernement de Robert Mugabe en faveur d'un système de santé publique, de la mise sur pied d'un système d'éducation lié au monde du travail, du programme en cours devant réinstaller des réfugiés ruraux noirs sur des terres achetées par l'Etat aux propriétaires blancs, de même que des différents programmes de développement. Les hommes d'affaires noirs assurés qu'il n'y aura pas de nationalisations forcées, peuvent, quant à eux, se réjouir de la coopération entre le gouvernement et le secteur privé qui, ensemble, devront être les artisans d'une « vie meilleure pour la majorité de la population ». Les syndicalistes peuvent se féliciter de la croissance des comités de

travailleurs et de l'établissement d'un salaire minimum. Les représentants de l'ordre peuvent se satisfaire de voir jeter en prison des grévistes, expulser des squatters occupant des terres abandonnées par des Blancs. Par ailleurs, ils se trouvent confortés par le maintien en vigueur de l'état d'urgence décrété par Ian Smith (1), et par le fait que le gros de l'armée nationale est à nouveau entraîné par des experts de l'armée britannique. Les petits paysans voient leur production achetée à

dés prix plus élevés et bénéficient des programmes de développement concernant l'eau et la construction de nouvelles routes, et du programme d'alphabétisation des adultes. Les gros fermiers, blancs pour la plupart, ne sont également pas en reste : ceux qui sont improductifs peuvent vendre leurs terres à l'Etat au prix du marché, tandis que les autres ne paient leurs employés que 50 dollars zimbabwéens par mois (2) et bénéficient également d'une garantie des prix et d'une politique de marché qui leur est favorable. Les féministes ont vu les femmes africaines devenir enfin « majeures », puisque la loi établissant l'âge légal de la majorité les concerne également. De même, un ministère aux Affaires de la femme a été créé. Pour les sexistes impénitents, la polygamie est légale, l'avortement ne l'est pas, et le prix de la mariée (*lobola*) permet toujours de maintenir des relations de propriété vis-à-vis des femmes.

Face à cette étrange double possibilité d'interpréter la réalité, la tâche n'est pas facile pour évaluer la situation actuelle au Zimbabwe, trois ans seulement après l'indépendance intervenue après la victoire des nationalistes aux élections de février 1980 (3). Le fait que tant de défenseurs du Zimbabwe aient des discours aussi confus et contradictoires sur la direction que prend l'orientation du gouvernement zimbabwéen n'est déjà pas un facteur de clarification politique. D'un côté, il n'est pas difficile de trouver des défenseurs dévoués du gouvernement, y compris des ministres, des hauts fonctionnaires de l'Etat et du parti au pouvoir, qui utilisent une phraséologie marxiste éloquent et parlent de la « transition au socialisme » en cours. Au mois de juin dernier, par exemple, à la session d'ouverture du Parlement, son président, affirmait que « cette année verra nos efforts collectifs pour passer au socialisme recevoir un élan toujours plus étendu et vigoureux », ajoutant en outre que « le Zimbabwe lutterait pour éliminer définitivement toutes les formes d'impérialisme, de colonialisme et de discrimination ». Mais, d'un autre côté, les défenseurs attitrés de la libre entreprise accueillent chaleureusement l'« association » entre le secteur privé et le secteur public proposée par le gouvernement.

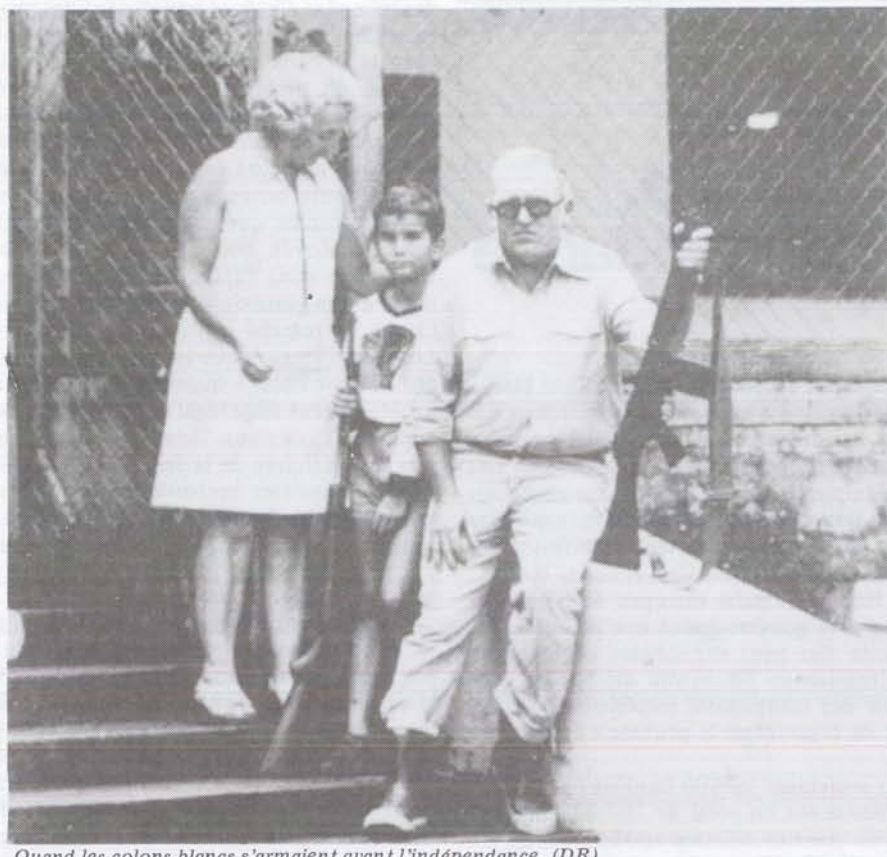
Il s'agit donc d'examiner la prétendue coexistence de ces deux systèmes, à la lumière d'une question centrale au cours de la lutte de libération nationale, qui demeure d'une actualité brûlante aujourd'hui : le problème de la terre.

1. Dirigeant blanc de la Rhodésie raciste, Ian Smith procéda à la Déclaration unilatérale d'indépendance (UDI) contre la puissance coloniale britannique en 1965. Après avoir organisé la répression des maquis nationalistes pendant de longues années, puis tenté en 1978 une ultime manœuvre, en associant à son gouvernement des Noirs opposés à la guérilla, Ian Smith finit par accepter, sous la pression impérialiste et devant la dégradation de la situation économique et politique de son pays, une passation des pouvoirs aux nationalistes, suivant les modalités définies par la conférence de Lancaster House.

2. En décembre 1982, le dollar du Zim-

babwe valait 9,24 francs français. A la suite des récentes fluctuations financières, le dollar du Zimbabwe valait, en juillet 1983, 7,63 francs, soit approximativement l'équivalent d'un dollar américain. Dans l'article ci-dessus, nous utilisons le terme dollar pour un dollar du Zimbabwe.

3. Pour une information plus approfondie sur la situation coloniale de la Rhodésie, la lutte de libération nationale et les conditions de l'accession du Zimbabwe à l'indépendance en mars 1980, voir la brochure publiée par la Ligue communiste révolutionnaire (France) en 1980 et intitulée : « De la Rhodésie au Zimbabwe : quelle indépendance ? »



Quand les colons blancs s'armaient avant l'indépendance. (DR)

LE PROBLEME DE LA TERRE

L'ordre colonial a pris pied et s'est maintenu sur la base d'un partage inégal des terres selon des critères raciaux. La moitié du pays, où se trouvent les meilleures terres agricoles, était réservée, avant l'indépendance, aux cultures des colons blancs, tandis que le reste était consacré à des « réserves » destinées aux Noirs, que l'on nomme aujourd'hui « terres communales ». Selon des estimations datant de 1974, la population dans les deux régions se répartissait comme suit : 274 000 Blancs et près de six millions de Noirs (4).

Au cours de la lutte de libération, l'idée que la victoire apporterait « la redistribution des terres volées à nos ancêtres » était largement répandue, et dans son programme électoral de 1980, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zimbabwe African National Union-Patriotic Front, ZANU-PF) de Robert Mugabe déclarait que « la résolution du problème de la terre et des problèmes agraires » serait la première grande tâche qu'elle accomplirait, grâce à la mise en place du Programme de réinstallation sur les terres, considéré comme une importante priorité. Et, de fait, le nouveau gouvernement s'est engagé à réinstaller 162 000 familles de paysans d'ici à 1985, soit un peu moins d'un million de personnes, ce qui représente près de 10 % de la population totale du pays, essentiellement d'anciens réfugiés revenus au pays après la fin de la guerre ou des paysans sans terre venant des terres communales surpeuplées.

Pour le plan triennal en cours, le gouvernement estime que 260 millions de dollars seront nécessaires pour acheter des

terres aux propriétaires privés sur la base de ventes et d'achats libres. Le Programme britannique d'aide à la terre, élaboré à la conférence de Lancaster House (5) et reconduit plus tard à la conférence Zimcord (6), doit fournir près de 33 millions de dollars. Pour l'instant, on ne sait pas encore d'où viendront les 227 millions restants.

Dans ces limites, la réinstallation des réfugiés noirs ruraux sur des terres achetées aux colons blancs a effectivement été engagée, près de 20 000 familles ayant été réinstallées jusqu'à présent. De la façon dont elles sont conduites, ces réinstallations sont également considérées comme des modèles pour la réforme agraire en général. Elles sont les points clés de la mise en œuvre de différents modes de collectivisation de la production agricole, et se fixent pour but de fournir un revenu provenant de l'exploitation agricole équivalant au salaire d'un fermier laboureur, soit de 400 à 600 dollars par an (7).

Cependant, cette réinstallation pose des problèmes. Une véritable information

4. Avant l'indépendance de 1980, moins de 7 000 fermiers blancs possédaient la moitié des terres cultivées, parmi les plus fertiles, tandis que 62 % de la population noire était parquée dans des réserves tribales, les « Tribal Trust Lands », terres surpeuplées, usées par la culture intensive, d'où les colons blancs tiraient une main-d'œuvre à bon marché, et ce alors même que 40 % des terres « blanches » étaient peu ou pas du tout cultivées.

5. La conférence de Lancaster House s'est ouverte le 10 septembre 1979 en Angleterre, sous l'égide du ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Carrington, et en présence de délégations nationalistes, de représentants du régime raciste de Ian Smith, et de délégués des pays de la « ligne de front » regroupant les pays africains les plus directement en-

concernant les régions où ont eu lieu les réinstallations de population est en fait de plus en plus difficile à trouver. Le ministère de l'Agriculture, dirigé par le fermier blanc Denis Norman, a cependant indiqué que la productivité dans ces régions n'était pas supérieure à celle enregistrée sur les terres communales voisines, ce qui permet peut-être d'expliquer pourquoi Moven Mahachi, ministre des Terres, de la Réforme agraire et du Développement rural, hésite à les présenter comme un modèle de développement socialiste.

Les occupations sauvages de terres destinées à être redistribuées ou de fermes abandonnées par les Blancs depuis l'indépendance, qui se poursuivent encore aujourd'hui, apparaissent comme une autre question épineuse. Le plus souvent, ces squatters ont été ensuite réinstallés de manière « accélérée » sur des terres ne disposant d'aucune infrastructure de base. Cependant, le discours du président Robert Mugabe à la session d'ouverture du Parlement, en juin dernier, laisse entendre qu'à l'avenir le gouvernement adoptera contre eux une attitude beaucoup plus dure. Ceci est d'ailleurs corroboré par la récente expulsion de 3 000 squatters qui occupaient des fermes abandonnées, et au cours de laquelle leurs maisons ont été détruites au bulldozer.

La question est donc de savoir jusqu'où le processus actuel de réinstallation peut aller dans la redistribution de la terre aux paysans pauvres. Aujourd'hui, il semblerait que les possibilités en la matière soient extrêmement limitées. Si le gouvernement devait continuer à acheter, comme le veut sa politique, les terres nécessaires au projet de réinstallation, cela mènerait le pays au bord de la banqueroute financière. Le ministère de la Terre lui-même a indiqué qu'il fallait 240 millions de dollars pour installer seulement 54 000 familles sur 4 millions d'hectares (8). A ce taux, il faudrait donc 480 millions de dollars et 8 millions d'hectares de terre de plus pour installer les 108 000 familles restantes. C'est-à-dire une somme bien supérieure à celle mentionnée par le gouvernement, et une superficie de terre bien supérieure à celle que les gros fermiers, qui possèdent encore 14 millions d'hectares, sont prêts à vendre. Et même si les fonds nécessaires pouvaient être trouvés, cela se ferait au détriment des besoins concernant les problèmes généraux de développement sur les terres communales. De plus, ces

gagés dans ce conflit armé au cœur de l'Afrique australe. Les accords alors adoptés prévoyaient un processus électoral conduisant à une Assemblée nationale où seraient représentés les nationalistes, mais garantissant 20 % des sièges à la minorité blanche, et le maintien des intérêts économiques des colons et de l'impérialisme. C'est la ZANU-FP qui est sortie victorieuse des élections tenues en février 1980.

6. La conférence dite de Zimcord a réuni, en mars 1981, un an après l'indépendance du Zimbabwe, un certain nombre de bailleurs de fonds occidentaux disposés à participer au financement de l'aide au développement du nouvel Etat indépendant.

7. Dans l'industrie et le commerce, le salaire minimum a été fixé à 105 dollars par mois.

8. *Herald*, Harare, 17 avril 1982.

sommes iraient directement dans la poche des « vendeurs volontaires », c'est-à-dire les gros fermiers improductifs, ce qui n'est pas un investissement particulièrement bon pour un gouvernement qui se prétend socialiste. En réalité, dans le budget de juillet 1983, qui est un budget d'austérité adopté en partie sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), la somme totale allouée au ministère de la Terre n'est que de 32 millions de dollars, quant à celle spécifiquement allouée pour l'acquisition de terres et aux indemnités, elle atteint à peine 6,5 millions de dollars. Ainsi, sur la base de la simple arithmétique, le processus de réinstallation semble être acculé à une halte.

Mais, au-delà des difficultés financières du projet de réinstallation des populations noires, c'est la nature même du Programme de développement pour la terre et l'agriculture dans son ensemble, et l'avenir d'une population qui dépend à 70-80 % de la terre pour sa survie, qui apparaissent comme des problèmes politiques fondamentaux.

RÉFORME AGRAIRE OU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR COMMERCIAL AGRICOLE

Le programme électoral de la ZANU abordait le problème de manière extrêmement prudente. Si la ZANU s'engageait à une collectivisation rapide de la petite agriculture et à l'établissement de fermes d'Etat, dans le même temps, et de façon plutôt contradictoire, elle se prononçait pour le maintien d'un secteur rentable dans le domaine de la grosse agriculture commerciale. Des experts influents, tel l'économiste Roger Riddell, qui dirige la Confédération des industries du Zimbabwe (CZI), ont récemment réaffirmé ce propos dans les conclusions de la Commission Riddell d'enquête sur les prix, les revenus et l'état de l'administration. Roger Riddell y affirme qu'il « faudrait acquérir de nouvelles terres pour absorber la population excédentaire par rapport à la capacité d'intégration du secteur agricole actuel, tout en s'assurant que le secteur agricole qui commercialise sa production soit en mesure de continuer à satisfaire le gros des besoins en nourriture de base de la nation, à assurer un surplus pour l'exportation et la prestation d'investissements destinés à l'industrie ».

Si l'on essaie de présenter le maintien du secteur agricole privé comme une solution « provisoire » destinée, par exemple, à assurer les besoins essentiels du pays en nourriture à partir des revenus provenant de l'exportation de produits agricoles au cours de la transition au socialisme, il suffit de se référer au Plan triennal de développement transitoire pour s'apercevoir qu'il n'y a absolument aucun projet de toucher à quoi que ce soit dans ce secteur, et cela pour le présent comme pour l'avenir. Dans les pages d'introduction de ce document, on peut lire que le gouvernement « considère le phénomène capitaliste actuel comme une réalité historique qui, parce qu'elle ne

peut être évitée, doit être consciemment aménagée, régulée et transformée, comme partenaire au sein de l'effort collectif national, cela pour atteindre ... les buts fondamentaux ». Plus loin, le Plan insiste sur la priorité absolue au développement des zones rurales, c'est-à-dire des terres communales, tout en reconnaissant l'aspect « dualiste » de l'économie en général, décrivant le secteur de la petite production paysanne comme « sous-développé, avec une infrastructure matérielle, agricole et sociale pauvre », et le secteur moderne comme « développé, dynamique et diversifié ». Effectivement, 90 % du montant de la production agricole commercialisée provient de ce dernier secteur. Ceci, tout du moins jusqu'à la période de sécheresse actuelle, et bien que les familles de petits paysans parviennent à subvenir à leurs propres besoins et consomment, selon les estimations, 80 % de leur production.

Comment, en effet, pourrait-il en être autrement, après plus de 80 ans d'exploitation raciste et matérielle systématique des populations noires par les colons blancs et les multinationales impérialistes ? Cependant, il ne faut pas lire le Plan triennal de transition dans l'espoir d'y découvrir une stratégie d'ensemble pour s'opposer ou transformer des rapports de production et des rapports sociaux qui font que la grande majorité des meilleures terres de culture et d'élevage sont aux mains des multinationales et des gros fermiers du secteur commercial, et que 70 % de la capacité productive du pays (dérivée, pour l'essentiel, des matières premières agricoles) appartienne au capital étranger. Une telle stratégie est totalement absente du Plan.

Au lieu de cela, ministres et dirigeants du parti au pouvoir, tout en critiquant ce qu'ils appellent la « dualité » essentielle de l'économie, continuent, dans leurs déclarations, à prescrire des moyens visant à la maintenir, bien que ce soit sous une forme nouvelle. En ce qui concerne le développement de l'agriculture, celui-ci devrait désormais toucher principalement et uniquement les terres communales qui doivent recevoir « des investissements équilibrés en croissance et en

terme de centres de services ruraux. Cela doit mettre la population rurale en contact étroit avec le marché et l'administration, ce qui permettra de créer des liens avec l'économie nationale, de stimuler le développement des marchés locaux avec une spécialisation régionale, et de donner des possibilités informelles d'emploi. »

Bien sûr, on met également fortement l'accent sur la nécessité d'améliorer la productivité de tous les systèmes agricoles mais on souligne, dans le même temps, que les terres communales ont déjà une tradition dans le domaine coopératif tout à fait appropriée à « une gestion collective des biens communs », tradition qui peut permettre de « mettre en place un système agraire capable d'optimiser le rendement, quel que soit le type de mise en valeur de la terre, et de maximiser les investissements et les efforts, tant individuels que collectifs ».

Les gros fermiers se trouvent donc, quant à eux, totalement tenus à l'écart du plan de mise en place d'un système de coopératives, et si l'engagement à investir sur les terres communales reste louable et nécessaire, il faut tout de même rappeler que le dernier Plan triennal de développement prévoit que 41% de la totalité des investissements prévus, soit près de 2,5 milliards de dollars, viendront du secteur privé. Il est donc très improbable que cela fasse partie de projets destinés à promouvoir une transformation socialiste authentique. Et l'on peut dire la même chose des nombreux projets de « développement » émanant des programmes d'aide internationaux financés par les Etats capitalistes occidentaux ou les institutions financières internationales. Les Etats-Unis annoncent fièrement aujourd'hui que le Zimbabwe est le bénéficiaire du plus gros programme d'aide américaine en Afrique (223 millions de dollars US depuis 1980), et que l'agriculture est l'un de leurs principaux objectifs. De plus, le gouvernement du Zimbabwe ayant tout juste négocié un prêt destiné au développement de l'agriculture auprès de la Banque mondiale, pour la somme de 31 millions de dollars, il semble peu probable que cela soit sacrifié pour promouvoir une

L'armée du Zimbabwe indépendant. (DR)



forme de développement socialiste de l'agriculture. A ce propos, le Plan triennal est habilement formulé. Le but affiché est l'« intégration » du secteur des petits paysans et du secteur commercial en un seul système, mais de quel système s'agit-il, le Plan ne souffle mot à ce sujet.

En bref, en l'absence d'une réforme agraire globale et radicale, combinant la nationalisation des grandes propriétés, la redistribution des terres, l'aide aux petits producteurs comme base d'une alliance ouvrière et paysanne, ce que Robert Mugabe entend par « transformation socialiste » de l'agriculture, ne signifie rien d'autre qu'un encadrement autoritaire de la petite paysannerie noire et une défense de la grande propriété privée.

AU-DELA DU DUALISME APPARENT DE L'ÉCONOMIE

Quantité d'autres faits éclairent également on ne peut mieux ce nouveau « dualisme » de l'économie entre les secteurs privé et public. Sans doute, l'exemple récent le plus frappant est-il celui du projet baptisé Hwange II, concernant l'installation d'une centrale destinée à produire de l'énergie électrique thermique à base de charbon (9). Le gouvernement a acquis 40 % des parts de cette centrale électrique à un prix bien supérieur à ceux pratiqués sur le marché, afin que le projet soit mené à bien. Le coût élevé de ce projet — au total 805 millions de dollars US —, qui comprend également le remboursement de la dette contractée à cet effet, a entraîné une hausse du prix de l'électricité de l'ordre de 30 à 50 % suivant les régions. L'impact de cette seule hausse sur le coût de la vie, déjà en progression rapide, sera très important. L'ironie de l'histoire (n'oublions pas que le Zimbabwe est directement menacé par l'Afrique du Sud) est que le principal bénéficiaire du projet Hwange II s'avère être une des plus grosses multinationales sud-africaines, l'Anglo-American Corporation of South Africa, qui touche une part garantie de bénéfice sur chaque tonne de charbon extraite de la mine toute proche de la centrale. Comme le faisait remarquer la revue zimbabwéenne *Moto*, « c'est l'Anglo-American qui garde la direction du projet. Elle a donc la possibilité de jouer sur la fixation des prix et de rapatrier des profits non déclarés, donc non taxés, en Afrique du Sud ». Des économistes zimbabwéens plaident pour une coopération dans le domaine énergétique dans le cadre de la Conférence de coordination du développement en Afrique australe, qui réunit plusieurs pays africains indépendants d'Afrique australe, et démontrent avec clarté la nécessité d'un réseau électrique régional d'un coût de revient inférieur aux projets indépendants, tels que celui de Hwange II. Mais du fait des prêts importants contractés auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), et du nombre de conditions qui les accompagnent, la mise en œuvre d'une telle stratégie semble peu vraisemblable.

Et, effectivement, la délégation du FMI venue au Zimbabwe début 1983 n'a pas sourcillé sur ces dépenses. Elle a consenti, en mars 1983, un prêt de 250 millions de dollars, ce qui porte la dette extérieure du pays à près d'un milliard de dollars. Quelques mois auparavant, le dollar zimbabwéen avait été dévalué de 17 % fin 1982. Le ministre des Finances, Bernard Chidzero, devait déclarer que cela n'avait pas été effectué à la requête du FMI et qu'il s'agissait d'une coïncidence. Toutefois, une série de décisions ont été prises durant l'année 1983 dont on ne peut pas en dire autant. Les taux d'intérêt sont passés de 4,3 à 9,5 %, les dépenses du gouvernement ont diminué, et des concessions ont été faites à des entreprises privées en réduisant leurs taxes et en relâchant les contrôles sur les transferts de fonds (c'est-à-dire des bénéfices de ces entreprises) à l'étranger (10). Le dernier budget, annoncé en juillet, comporte des coupes sombres dans les dépenses publiques, à quelques exceptions près telles la Défense, les Affaires intérieures et l'Éducation (11). Finalement, que ces mesures soient ou non des conditions du prêt importe peu. Le fait qu'elles coïncident avec les desiderata du FMI ne peut mener qu'à une seule et même conclusion : le maintien des profits du secteur privé des affaires et les intérêts de la minorité jouissant des plus hauts revenus sont plus importants que les besoins de la grande majorité de la population.

Il ne s'agit pas là d'exemples isolés. Le gouvernement essaie en général désespérément d'attirer des investissements capitalistes au Zimbabwe, et la plupart des mesures économiques adoptées par l'État sont censées contribuer à mettre en place la « saine base économique » à laquelle Robert Mugabe fait sans cesse référence. Enfin, dernière ironie pour un pays qui est aujourd'hui autosuffisant dans le domaine des ressources alimentaires, c'est précisément dans l'industrie alimentaire que les investissements étrangers ont montré un intérêt avide. La société Heinz, qui conditionne des haricots blancs que l'on retrouve partout dans le monde, est sur le point de faire son entrée en scène au Zimbabwe. La branche

américaine de Heinz a repris les Industries Olivines locales. Peu à peu, le beau rêve se transforme, au Zimbabwe, en un sombre cauchemar : celui de petits paysans habitant des régions rurales semi-développées faisant pousser des champs de haricots grâce aux coopératives — que certains présentent comme la base d'une transformation socialiste de l'agriculture — mises en place par les « partisans du développement » de la Banque mondiale, qui les vendent à des prix contrôlés par l'État, à Heinz, dont les ouvriers sont payés une misère pour les mettre en conserve. Après quoi, ils sont revendus à ces mêmes ouvriers et paysans à des prix inabornables pour eux. La majeure partie des profits, quant à eux, partent aux États-Unis.

LE RÉGIME DE MUGABE ET LE MOUVEMENT DE MASSE

Cette politique d'adaptation aux intérêts du système capitaliste, menée par le gouvernement de Robert Mugabe, ne peut s'embarrasser d'une opposition de la classe travailleuse. A plusieurs reprises, le dirigeant nationaliste a expliqué qu'il n'entendait pas « tendre une embuscade à l'entreprise privée » et que la grève était un moyen d'action condamnable. Le régime a d'ailleurs toujours répondu vivement à toutes les mobilisations des travailleurs (12).

L'absence presque totale de discussions politiques ouvertes au Zimbabwe constitue un facteur essentiel de l'orientation anti-ouvrière du gouvernement. Dans certains cas, cela relève d'une peur réelle d'exprimer publiquement ses opinions, d'autant plus grande si celles-ci critiquent de façon radicale la politique gouvernementale. Une autorisation est toujours nécessaire pour tenir un meeting, quel qu'il soit, et celle-ci est souvent refusée, particulièrement en ce qui concerne l'activité de l'organisation rivale de la ZANU-FP, l'Union africaine du peuple du Zimbabwe (ZAPU) de Joshua N'Komo, ou le Congrès national africain uni (UANC) de l'évêque Muzorewa. Il est aussi très difficile de se procurer des brochures et des livres marxistes, ou tout simplement d'a-

9. Adopté sous le gouvernement de Ian Smith en 1972, le projet de Hwange (ex-projet Wankie, du nom de la seule mine de charbon du Zimbabwe se trouvant tout près) comporte deux phases de production d'énergie électrique à partir du charbon. Avec Hwange II, cette production doit atteindre les 920 mégawatts. Le charbon utilisé provient d'une mine, l'ancienne possession de l'Anglo-American Corporation of South Africa, qui conserve 20 % des parts, et de l'Union minière du Haut-Katanga (Belgique), dont le gouvernement zimbabwéen a pris le contrôle fin octobre 1982 pour la somme de 16,9 millions de dollars. La transaction a été jugée « équitable » par le PDG de Wankie Colliery. En effet, cotée à 40 cents à la bourse de Harare, l'action de la mine de charbon a été rachetée à 90 cents par le gouvernement du Zimbabwe.

10. Un document publié en novembre 1982 par le gouvernement de Robert Mugabe définit la politique en matière d'investissements étrangers. Ce Code des investissements (Foreign Investment, Policy, Guidelines and Procedures) réclame l'investissement privé étranger, rappelle les garanties légales aux investissements

contenus dans la Constitution (section 16, qui prévoit la garantie de propriété et l'obligation de recours à l'adoption d'une loi pour procéder à une expropriation), précise les termes d'un contrôle des changes qui permet le rapatriement légal de 50 % des bénéfices après impôt (et plus, avec accord spécial pour les sociétés minières), système que le gouvernement se propose de libéraliser encore « dès que possible », et définit le calcul de l'impôt sur les bénéfices (cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, du 5 novembre 1982).

11. Le budget d'austérité de juillet 1983, qui comprend un abaissement du minimum imposable au niveau du minimum salarial, intervient après une longue série d'augmentation des prix des produits courants (40 % pour l'essence, 16 % pour les cigarettes, taxe de 1 % sur les prix de détail des principaux produits, suppression des subventions aux céréales de base, etc.) En juillet 1983, le taux officiel d'inflation était de 18 % et son évolution vers les 20 % était attendue.

12. Cf. *Inprecor* numéro 122, du 5 avril 1982.

nalyse. Les rares débats publics où s'expriment de réelles positions politiques montrent le manque de toute éducation de base en ce domaine. Les pages des deux quotidiens existants n'offrent, mis à part les compte-rendus de discours ministériels ou de visites officielles, aucun commentaire ou de réels débats politiques, sans même parler de la qualité des informations. Les discours des membres du parti sont une des rares formes de « communication de masse », dans les villes comme dans les campagnes, et encore ne s'agit-il là que de péroraisons interminables qui justifient le dernier programme ou la dernière prise de position du gouvernement, sur lesquels aucune discussion ne peut avoir lieu. En fait, le gouvernement se sert toujours de sa victoire aux élections de février 1980 comme d'un mandat qui lui laisserait carte blanche, quelles que soient les décisions prises et le sens dans lequel elles œuvrent.

Tout cela ne signifie pas que la « dissidence » n'existe pas. Ainsi, les conflits qui ont cours actuellement dans le Matabeleland et les Midlands en révèlent l'existence, en dépit de leur aspect incohérent et éclaté (13). Pour la plupart anciens guérilleros de la ZAPU de N'Komo laissés pour compte dans la formation de l'armée nationale après l'indépendance, les « dissidents » ne constituent certainement pas un groupe homogène. Il s'agit bien davantage d'une réponse fragmentaire et désappointée aux sévères limitations politiques imposées en définitive dans le Zimbabwe d'après l'indépendance. Il ne fait aucun doute, et cela a été dénoncé par des organismes humanitaires, que des communautés entières ont été victimes de violences commises par l'armée nationale sous couvert de la lutte contre les « dissidents ». Et les combattants de la ZAPU ont été plus particulièrement l'objet de persécutions allant des simples menaces à la torture. Cette situation n'encourage évidemment pas à exprimer haut et fort ses désaccords politiques, pas plus que le désappointement face à l'absence de tout changement radical, qui s'exprime également ailleurs que dans le seul Matabeleland. Sur les terres communales en particulier, et même dans les bastions de la ZANU, il n'est pas rare d'entendre des expressions telles que « *Nous avons été abandonnés par le gouvernement* », et cela de la bouche de ces mêmes « combattants de la liberté » qu'elle avait mobilisés dans le Matabeleland. Dans les villes, il n'est pas rare non plus de voir des conflits sociaux dans l'industrie, bien qu'ils soient faibles et isolés.

Mais, pour l'instant, rien de tout cela n'apparaît comme une force significative ayant une base de classe. Quelles que soient les motivations des « dissidents », leur tactique actuelle apparaît comme totalement erronée. Ni le guérillérisme ni le vulgaire banditisme, fut-il justifié par la nécessité de survivre, ne peuvent représenter une stratégie de lutte efficace contre les forces du capitalisme qui forme toujours la base de l'économie du Zimbabwe.

Mugabe demeure cependant très populaire, et la ZANU, de même que la ZAPU, bénéficient toujours du soutien de la population, mais il ne fait aucun doute que celui-ci s'accompagne d'un sentiment croissant de frustration, les conséquences escomptées de l'indépendance s'évanouissant à l'horizon (14). Pour l'instant, la sécheresse qui sévit peut être utilisée par les dirigeants pour expliquer bon nombre de difficultés actuelles, mais une fois que celle-ci aura cessé, il restera toujours la sombre réalité de la do-

mination capitaliste au Zimbabwe.

James BARNETT
Londres, juillet 1983.

13. Sur l'analyse de la « dissidence » du Matabeleland et de la marche de la ZANU-FP vers l'instauration du parti unique, voir *Inpecor* numéro 139, du 20 décembre 1982.

14. La revue sud-africaine *Financial Mail* du 9 septembre dernier, s'en inquiétait d'ailleurs, en mettant en garde les dirigeants du Zimbabwe contre les risques de « la crise des espérances déçues ».

IRLANDE

La signification du référendum sur l'avortement

LE 7 septembre 1983, à la suite d'un référendum organisé en République d'Irlande (Etat formellement indépendant comprenant les vingt-six comtés du Sud), un amendement concernant l'avortement a été ajouté à la Constitution (1). Celui-ci précise : « *L'Etat reconnaît le droit à la vie de l'enfant à naître, et eu égard au droit égal de la mère à la vie, garantit de respecter, et dans la mesure du possible, de faire valoir et de défendre ce droit au moyen de ses lois.* »

Les résultats du référendum ont donné 66,45 % de « oui » et 32,87 % de « non ». La participation au vote a été de 53,67 %, soit environ 20 % de moins que lors des élections générales de 1982 ou du référendum de 1972 sur l'entrée de l'Irlande dans la Communauté économique européenne (CEE).

Les résultats du vote mettent également à jour une profonde division sur cette question entre les régions rurales et les régions urbaines du pays. A Dublin, principal centre urbain de l'Irlande du Sud, il y a eu 51,36 % de « oui » contre 48,09 % de « non », alors que la région rurale de l'ouest du pays a enregistré plus de 70 % de « oui ».

Aine FURLONG

La prise de position de la hiérarchie catholique en faveur de l'amendement survenue dans les dernières semaines d'un long et violent débat public a joué un rôle décisif par rapport à cette division régionale de l'électorat. Ses déclarations ont eu un impact bien plus grand dans les régions rurales que dans les villes. Elle a ainsi choisi de soutenir ouvertement ses alliés réactionnaires, mais elle en a payé le prix : les résultats montrent qu'un grand nombre de catholiques ont fait fi des préceptes de l'Eglise sur une question « morale ».

Une intervention aussi directe de la part de la hiérarchie catholique était devenue une chose inhabituelle. Ces derniers temps, celle-ci préférait exercer son pouvoir en coulisse. Cependant, de telles prises de position n'ont pas été rares dans son histoire. L'intervention politique de l'Eglise qui a laissé la plus grande trace dans les mémoires a été sa prise de position, il y a plus de trente ans, contre la proposition d'assurer, dans le cadre de la Loi sur la santé (Health Act) de 1947, la gratuité des services médicaux pour les mères et les enfants. La hiérarchie ecclésiastique s'y était alors opposée sous le prétexte qu'elle perdrait ainsi le contrôle des hôpitaux si ceux-ci recevaient plus de fonds de la part de l'Etat. Bien qu'elle ait alors remporté cette bataille, son influen-

ce et son pouvoir sur la scène politique n'ont cessé de décroître depuis lors.

LA SIGNIFICATION DE L'AMENDEMENT

La victoire pour les évêques impliquée par les résultats du récent référendum semble devoir n'être que de courte durée. C'est là un point de vue partagé par toutes les forces engagées dans la Campagne contre l'amendement (Anti-Amendment Campaign, AAC). Cette analyse est-elle simplement une tentative de chercher un réconfort à peu de frais ? Le meilleur moyen de répondre à cette interrogation est de se demander non pas ce que dit l'amendement, mais de rechercher ses implications pratiques. L'amendement est censé interdire les avorte-

1. Pendant la campagne électorale de 1982, le Fine Gael et le Fianna Fail s'étaient engagés à organiser un référendum afin d'ajouter à la Constitution un amendement interdisant à jamais la légalisation de l'avortement, déjà pros crit depuis 1861. Le Fine Gael devait ensuite se prononcer contre la formulation dudit amendement. La campagne pour l'introduction de cet amendement a été lancée par des organisations soutenues par la hiérarchie catholique, dont les plus importantes sont la Campagne en faveur de l'amendement pour la vie (TLAC) et la Société pour la défense de l'enfant à naître (SPIEC), qui comptent parmi leurs dirigeants d'éminents gynécologues du pays.

ments, mais l'avortement est déjà un acte illégal depuis la loi de 1861 votée au Parlement de Westminster, alors que l'ensemble de l'Irlande était encore une colonie britannique. Il y a deux ans, lorsque la campagne en faveur de l'amendement a démarré, dix femmes irlandaises par jour se rendaient en Grande-Bretagne pour se faire avorter. Sans doute, le 7 septembre a-t-il vu un nombre équivalent de femmes faire de même, et sans doute en est-il ainsi aujourd'hui comme il en sera encore de même dans l'avenir.

L'introduction d'un amendement contre l'avortement dans la Constitution n'a de sens que si les « avortements invisibles » en Irlande sont soumis à un coup d'arrêt. Lorsque la campagne en faveur de l'amendement a démarré, elle a mis à jour un dessein particulièrement odieux chez ses défenseurs : un changement constitutionnel qui aurait dû permettre à n'importe quel citoyen, au nom de la « *situation sans défense* » du fœtus, de faire traduire en justice, en la dénonçant, toute femme suspectée de vouloir aller avorter en Grande-Bretagne. Les implications en auraient été dramatiques : tests de grossesse dans les aéroports, peines de prison pour les femmes enceintes, etc. Si une grande partie de la population irlandaise est opposée à l'avortement, cela ne signifie nullement qu'elle aurait avalisé ce types de mesures extrêmement réactionnaires.

Les forces en faveur de l'amendement ont peu à peu abandonné cette idée. En fin de campagne, elles ont même prétendu que l'amendement n'affecterait aucunement la juridiction présente et la pratique médicale en vigueur... ce qui, si cela était vrai, rendrait toute leur campagne sans objet.

Ce n'était d'ailleurs pas là le seul but poursuivi par les défenseurs de l'amendement dont l'intégration à la Constitution va encourager ceux qui, à droite, aimeraient fermer les cliniques qui dirigent vers la Grande-Bretagne les femmes désirant se faire avorter. Se préparer à riposter à de telles attaques apparaît aujourd'hui comme une tâche prioritaire à ceux qui se sont mobilisés contre l'amendement.

D'un autre côté cependant, les leaders des grands partis politiques ont été quelque peu effrayés par leur alliance avec l'extrême droite sur cette question. Au fur et à mesure que les résultats du référendum arrivaient, des membres du Parlement opposés à l'avortement ont multiplié les déclarations pour affirmer, de manière hypocrite, qu'ils pensaient que les restrictions concernant la contraception devraient être modulées, qu'il fallait revoir la question du divorce, réformer les lois sur les enfants illégitimes, etc. L'ampleur de la campagne contre l'amendement les a forcés à opérer ces retraits. Les sondages d'opinion montrent, par exemple, qu'il y a maintenant une majorité de deux contre un en faveur de l'abolition de l'interdiction du divorce inscrite dans la Constitution. Il y a deux ans, le chiffre était de un contre un. Il pourrait même y avoir un ré-

férendum sur le divorce au moment des élections européennes de juin 1984.

LES PARTIS POLITIQUES ET LE RÉFÉRENDUM

Le principal parti gouvernemental, le Fine Gael, bien qu'étant favorable à l'introduction d'un amendement sur la question de l'avortement dans la Constitution, s'est opposé à sa formulation. Garret Fitzgerald, leader du parti et premier Ministre, a appelé à voter « non ». Cependant, son parti a été sérieusement affecté par des divisions internes, suffisamment profondes pour que puisse être remise en cause sa capacité à rester au gouvernement jusqu'à la fin de son mandat.

Si ce gouvernement tombe, la classe dirigeante sera confrontée à de graves problèmes. De juin 1981 à novembre 1982, en l'espace de dix-huit mois, il n'y a pas eu moins de trois élections générales pour tenter de parvenir à mettre en place un gouvernement stable. Un effondrement précoce de la coalition actuelle entre le Parti travailliste et le Fine Gael ouvrirait une nouvelle période de crise et d'instabilité gouvernementale, et cela à un moment où la bourgeoisie a besoin de mettre en œuvre une politique de fermeté.

Le principal parti d'opposition, le Fianna Fail, espère tirer profit de cette crise. Conformément à ses traditions de parti nationaliste bourgeois, il a fait preuve d'une unité parfaite en faveur du « oui ». Et conformément aussi à son opportunisme, ses dirigeants ont été les premiers à faire de grandes déclarations sur la nécessité de changer les lois sur le divorce et la contraception.

Comme le Fine Gael, le Parti travailliste a été traversé par de profondes divisions à propos du référendum. Au vu des résultats, il va enregistrer une perte d'influence, sur sa droite comme sur sa gauche, influence par ailleurs déjà bien entamée du fait de sa participation à un gouvernement dont la politique est nettement dirigée contre la classe ouvrière.

Dans cette situation, le grand gagnant sera vraisemblablement le Workers Party (Parti des travailleurs, formation réformiste issue d'une scission du Sinn Féin dans les années 1970, très antirépublicaine), qui a pris une position claire mais tout à fait opportuniste contre l'amendement, déclarant que celui-ci rendrait, de par ses motivations confessionnelles catholiques, la Constitution « sectaire » vis-à-vis des protestants. Il a par ailleurs refusé de rejoindre l'AAC, sa prise de position étant motivée par des raisons électorales.

Le Sinn Féin, principal parti anti-impérialiste, ne s'est pas engagé du tout dans la campagne, du moins officiellement. S'il était opposé à l'amendement, il n'appellerait pas pour autant à voter « non », dans la mesure où il ne reconnaît pas la Constitution et donc ne participe pas, de façon générale, aux élections.

Ni la participation individuelle de certains militants du Sinn Féin à la campagne, ni la présence de tous les autres pe-

tits partis anti-impérialistes à l'AAC n'ont pu effacer le dommage qu'il a causé au mouvement nationaliste et anti-impérialiste par rapport à ceux qui attendaient de sa part des réponses sur les questions sociales, politiques et économiques. Le soutien apporté par le Fianna Fail à la campagne en faveur du « oui » était accompagné de la rhétorique « républicaine » rituelle et hypocrite. En fin de compte, tout cela a conduit à développer davantage l'idée que républicanisme et catholicisme ne font qu'un.

Pour le futur, une leçon doit être tirée de ces événements : le socialisme républicain ne signifiera jamais rien tant qu'un soutien actif ne sera pas apporté à tous les opprimés en Irlande. Seule cette démarche peut permettre de faire avancer la cause de l'unité de l'Irlande. Les femmes veulent des réponses immédiates sur la question de leurs droits, et elles ne seront pas convaincues par des promesses sur ce qui adviendra lorsque la domination de la Grande-Bretagne sur l'Irlande aura pris fin. Le référendum à venir sur le divorce sera un test à cet égard.

De façon plus générale, les résultats du référendum ont représenté un certain succès pour les forces opposées à l'amendement, des dizaines de milliers d'électeurs irlandais l'ayant rejeté, par leur vote.

Le nombre élevé d'électeurs ayant voté « non » montre de toute façon que la question n'est pas définitivement close, et il apparaît dans une certaine mesure comme un revers pour la droite extrémiste favorable à l'amendement, qui attendait un résultat dérisoire de ses adversaires. La question de l'avortement et du droit des femmes à choisir est appelée à être de plus en plus discutée en Irlande.

De ce point de vue, parallèlement à la proposition d'organiser une conférence destinée à préparer les futures campagnes de défense face aux attaques contre les centres de planning familial, contre les femmes, etc., la mise en place d'un Tribunal international apparaît comme une proposition extrêmement importante pour dénoncer les crimes contre les femmes. Un tel tribunal, chargé d'examiner les crimes commis contre les femmes irlandaises au regard de leur droit à contrôler leur propre corps leur permettrait de tisser des liens avec le mouvement international des femmes, qui a déjà eu à faire face à ce genre d'attaques dans de nombreux pays. Il apparaîtrait également comme un cadre idéal pour ouvrir le débat sur le droit des femmes au libre choix d'avoir des enfants, en faisant la liaison entre le droit à la contraception et le droit à l'avortement. ■

Aine FURLONG
Dublin, septembre 1983.



NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

SUISSE

Le PSO et les élections fédérales

Le Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, a présenté, le 1er septembre dernier à Berne, son programme pour les élections fédérales (élections législatives aux deux Chambres) de cet automne, et a rendu public une liste de plus d'une centaine de candidats et candidates présentés dans plus d'une dizaine de cantons, dont Genève, Berne, Bâle-Ville, Zürich, Vaud, Fribourg, Neuchâtel, Tessin.

Pour proposer une claire alternative ouvrière aux électeurs, le PSO est parvenu, en certains endroits, à obtenir un apparentement des listes électorales avec les autres formations ouvrières. La proportionnelle étant instituée dans de nombreux cantons suisses, sous des modalités d'ailleurs différentes, le système de l'apparentement des listes permet un report des restes de voix entre les différentes listes qui souscrivent un tel accord. De ce fait, cela peut permettre à une liste dont le score électoral est inférieur à la barre fixée pour l'obtention du premier élu, d'avoir néanmoins un élu en bénéficiant de l'apport des restes des suffrages attribués aux autres listes apparentées. A l'inverse, cela peut représenter un apport des voix d'une petite liste à celles d'un grand parti, le bénéficiaire de cet apport de voix étant la candidature qui obtient le plus fort reste.

De tels accords ont été conclus dans plusieurs cantons. Ainsi, à Genève, l'apparentement de listes a été obtenu entre les candidatures du Parti socialiste suisse (PSS), du PSO et du Parti du travail (PdT, parti communiste suisse). A Zürich, un tel accord est intervenu entre le PSO, le PdT et les POCH (Organisations progressistes de Suisse). De la part du PSO, cette proposition d'apparentement des listes ouvrières correspond à l'application d'une politique de front unique ouvrier sur le terrain électoral. Outre l'intérêt de s'opposer à tout vote pour les partis bourgeois, cette tactique permet aussi de faire jouer le réflexe du vote « utile » en faveur du PSO même si, à l'origine, ce parti ne peut espérer dépasser la barre inférieure du score nécessaire pour avoir un élu. Dans le cas d'un tel apparentement de listes avec d'autres formations ouvrières, les voix allant au PSO ne peuvent nullement être présentées comme des voix de division perdues pour le mouvement ouvrier. En effet, si ces derniers ne veulent pas qu'il en soit ainsi, il leur suffit d'accepter

la proposition d'apparentement de nos camarades. De plus, cette tactique accentue les clivages au sein même des organisations ouvrières réformistes. Ainsi, le PdT accepte l'accord avec nos camarades à Genève et à Zürich, alors qu'il le refuse à Bâle, où sa section locale est très crispée sur des positions stalinienne.

Le thème principal de la campagne électorale du PSO est axé contre la hausse des dépenses militaires parallèle à la réduction des dépenses sociales, thème résumé dans le mot d'ordre « *L'AVS (allocation retraite) et des emplois, pas de chars* ». Cette campagne renvoie aux mesures réduisant les pensions de retraite et à la décision du Conseil fédéral (gouvernement) d'acquiescer plusieurs centaines de nouveaux chars du type Léopard II pour un montant de 4,5 milliards de francs suisses (environ 17 milliards de francs français).

En dépit de la neutralité officielle de la Suisse, la course actuelle de l'impérialisme à la militarisation se reflète aussi largement dans ce pays. Il est ainsi très mal vu, dans ce pays officiellement « neutre », de critiquer l'armée et de remettre en cause la politique et les dépenses militaires du gouvernement fédéral. Le PSO a d'ailleurs été violemment attaqué par la presse bourgeoise pour cette raison. Ainsi, *La Suisse* du 2 septembre dernier affirme, sous le titre « Les marxistes fusillent l'armée », que le PSO est « *lapidaire, brutal et fruste. Et l'on a envie de lui répondre, tout aussi lapidairement, que lorsque les armées du Pacte de Varsovie déferleront vers la Suisse ce seront, bien sûr, les membres du PSO qui les arrêteront...* » Mais au-delà de ces proclamations anti-communistes, les résultats électoraux ne manqueront pas de montrer dans quelle mesure la population acceptera de continuer à subir des attaques contre ses acquis sociaux alors que la politique militaire est présentée par le pouvoir comme « une vache sacrée » à laquelle il est impossible de toucher. ■

SUEDE

Les sociaux démocrates et les investissements en Afrique du sud

« *C'est un scandale que le gouvernement autorise le trust Sandvik à investir de l'argent en Afrique du Sud, dans une période où la répression s'accroît.* » Ces mots avaient été prononcés de la bouche même de Carl Lidbom, député social-démocrate au moment où la coalition bourgeoise au gouvernement projetait, il

y a quelques années, d'autoriser le trust Sandvik à investir 900 000 couronnes suédoises (à peu près l'équivalent en francs français) en Afrique du Sud. Depuis lors, ce projet avait été abandonné.

Aujourd'hui, tout juste un an après son retour au pouvoir, le nouveau gouvernement social-démocrate dirigé par Olof Palme a pris la décision d'autoriser trois firmes suédoises (Sandvik, SKF et Fagersta) à investir douze millions de couronnes suédoises en Afrique du Sud. Cette décision a été prise en dépit d'un large courant d'opinion qui, en Suède, demande un boycott total des investissements et du commerce avec l'Afrique du Sud. Un certain nombre d'organisations politiques, de syndicats et de mouvements religieux soutiennent cette revendication.

En paroles, le gouvernement social-démocrate fait plus que jamais référence à la loi de 1979, qui interdit tout autre type d'investissement que ceux destinés à remplacer des machines usées ou à réparer du matériel déjà sur place. Le gouvernement clame également que la somme des investissements pour laquelle il a donné son accord est loin de correspondre à celle réclamée par les trois firmes. En fait, il s'agit de la moitié. Mais il est clair que les firmes suédoises ont plus d'un moyen à leur disposition pour faire passer de nouveaux investissements pour du simple remplacement de matériel usagé, et le gouvernement social-démocrate le sait très bien. Il l'avait lui-même expliqué aux gouvernements bourgeois précédents (de 1976 à 1982) et, à cette époque, les leaders sociaux-démocrates avaient fait des commentaires très durs quant à l'autorisation d'investir donnée « *le cœur léger* ».

Par exemple, Elisabeth Lindelöf, responsable des activités internationales du parti social-démocrate à Sandviken (où se trouve la firme Sandvik), avait alors expliqué : « *Il n'est pas juste que nous améliorions ici nos conditions de vie au prix d'un accroissement des souffrances de nos camarades sud-africains. La sécurité de nos emplois ici doit être liée à notre lutte syndicale et politique et non, de façon indirecte, aux investissements en Afrique du Sud.* »

« *Je crois sincèrement que nos militants syndicaux comprennent que lutter pour une solidarité syndicale internationale en général et défendre simultanément un accroissement des profits grâce aux activités de la société Sandvik en Afrique du Sud est une position intenable.* »

Ces paroles correspondaient alors au sentiment de nombreux militants et dirigeants sociaux-démocrates. Le tournant complet opéré récemment par le gouvernement d'Olof Palme sur cette question

(et qui a été précédé d'autres changements de position sur des questions telles que la politique commerciale, les autorisations d'investissement et d'exportation d'armes, par rapport à celles qu'ils avaient défendues au cours de leurs six années dans l'opposition), créera inmanquablement de nouvelles tensions avec ses militants, qui doivent défendre cette position sur leur lieu de travail. Aujourd'hui tout autant qu'auparavant, la solidarité avec la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud est une question politique essentielle en Suède. ■

MEXIQUE

Le tournant tactique du PSUM à son second congrès

Le Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM) s'est constitué à la fin 1981 à la suite de la fusion de l'ancien Parti communiste mexicain (PCM, stalinien) avec des formations nationalistes, dont le Parti du peuple mexicain (PPM), groupe essentiellement influent dans la province de Nayarit au nord-ouest du pays, et le Mouvement d'action populaire (MAP), une organisation de patrons et de technocrates, la plus droite du nouveau regroupement.

Le second congrès du PSUM, qui s'est tenu récemment, a mis de nouveau en évidence les deux tares d'origine du regroupement : sa profonde division interne et une absence d'identité politique. Cette dernière s'est notamment caractérisée par un spectaculaire, quoiqu'assez superficiel, retournement d'orientation.

Ainsi, le rapport du Comité central présenté par le secrétaire général réélu, Pablo Gomez Alvarez, a tenté de donner un profil plus radical au PSUM. Cette réorientation tactique signifiait l'échec de la politique antérieure, sanctionnée par le mécontentement de nombreux militants, notamment devant le comportement servile de la fraction parlementaire du PSUM face à la politique gouvernementale du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

La conséquence de cette orientation du PSUM dans son activité au sein des masses ne se fit pas attendre. Cette organisation quitta alors le front contre l'austérité constitué par le regroupement de la presque totalité des organisations politiques, sociales et populaires indépendantes du pays pour former un front parallèle, le Comité national de défense de l'économie populaire (CNDEP), en compagnie du Parti mexicain des travailleurs (PMT, organisation se réclamant de l'expérience bourgeoise du gouvernement de Lazaro Cardenas, de 1934 à 1940), et du groupe de pression bourgeois dénommé Parti social-démocrate (PSD).

Aujourd'hui, le PSUM vient d'opérer un tournant politique à 180 degrés, ce qui n'est pas sans provoquer d'ailleurs la méfiance des membres de l'ex-MAP en son sein et d'Arnoldo Martinez Verdugo lui-même. A la suite de cette évolution très

pragmatique à gauche, le PSUM reconnaît aujourd'hui ce qu'il dénonçait hier. Ainsi Gomez affirme dans son rapport qu'il « est possible de combattre la crise avec un programme populaire, national et démocratique, qui est l'alternative socialiste à l'heure actuelle. Cela signifie que le PSUM lutte pour sa proposition propre, la proposition socialiste. » Plus loin, il reconnaît qu'« il est également nécessaire d'intensifier la dénonciation comme arme politique et d'approfondir la critique de la conduite gouvernementale. » Cette prise de distance vis-à-vis du PRI est nouvelle.

Pourtant, ce tournant apparemment radical ne marqua pas ce congrès, qui fut plutôt caractérisé par une intense lutte de fractions. En cette occasion, le groupe de Gascon Mercado, de l'ex-PPM, adopta des méthodes typiques de chantage, de manipulation des assemblées et des délégués, de menaces, etc., pour exiger la redéfinition des bases programmatiques du PSUM. Ce courant sans véritable représentativité nationale, puisqu'il dispose surtout d'une influence dans la Fédération des étudiants de Guadalajara (organisation aux méthodes de gangster, qui s'était opposée, en 1968, à la mobilisation étudiante) et du prestige de Gascon Mercado chez les planteurs de Nayarit, avait obtenu, par ses méthodes, un grand nombre de délégués au congrès, notamment paysans, dont la plupart étaient surtout motivés par leur fidélité à Mercado. Ce courant ne parvint pourtant pas à obtenir une majorité au congrès, mais l'intensité des affrontements internes montre la faible homogénéité du PSUM.

D'autre part, ce second congrès fut marqué, sur certaines questions comme la politique en direction des femmes et de la jeunesse, par des reculs politiques importants par rapport à l'orientation de l'ex-PCM, et même à celle des débuts du PSUM. En effet, les secteurs les plus staliens du PSUM ont contribué au rejet d'une résolution définissant ce parti comme féministe et affirmant la nécessité d'un mouvement autonome des femmes, et au rejet du document sur la jeunesse, qui lui aussi affirmait la nécessaire autonomie du mouvement des jeunes. Sur ces deux questions, le PSUM se retrouve donc sans orientation officielle.

Finalement, le rapport de Gomez contenait aussi une accusation sectaire contre le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, affirmant que cette organisation n'avait pas d'orientation politique claire en matière d'élections et d'alliances électorales. Ce fut une manière bien commode pour le PSUM de tenter de se dédouaner vis-à-vis de ses refus d'alliance avec le PRT, dont la politique fut toujours de rechercher une candidature commune de la gauche. Comme le note *Bandera Socialista*, organe du PRT, du 11 septembre 1983, l'unité n'est pas une affaire sentimentale mais politique. Aussi, le PRT est-il pour « des alliances électorales claires et ouvertes avec le PSUM, sans pour autant renoncer à son programme, parce

que nous sommes pour l'unité du mouvement contre la bourgeoisie et le gouvernement. (...) Notre position est claire : nous unir pour combattre la droite, la bourgeoisie et le gouvernement. La situation l'exige ».

HONDURAS

Mort au combat d'un dirigeant révolutionnaire

Nous publions ci-dessous des extraits d'un communiqué du Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains du Honduras (PRTC-H), qui annonce la mort au combat d'un groupe de militants qui avaient entrepris la lutte armée contre le régime réactionnaire hondurien et l'impérialisme américain qui occupe le pays.

Le dirigeant de ce groupe, José Maria Reyes Mata, avait obtenu un diplôme à La Havane à la fin des années 1960 et s'était ensuite rendu en Bolivie dans le but de réorganiser ce qui restait de la guérilla de Che Guevara. Arrêté et condamné six mois après son arrivée dans ce pays, il s'était ensuite évadé et exilé au Chili. Après le coup d'Etat du général Augusto Pinochet en septembre 1973, José Maria Reyes Mata s'était réfugié à l'ambassade du Honduras pour retourner ensuite dans son pays. Membre fondateur du PRTC-H, il participa à l'enlèvement du gérant de la compagnie américaine Texaco à Tegucigalpa. Emprisonné, il avait ensuite été libéré après une amnistie.

Nous, le Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains du Honduras (PRTC-H) et les Forces armées du peuple (FAP) avons déclaré la guerre à l'intervention nord-américaine et à ses acolytes dans notre pays depuis la fin de l'année dernière. (...) Les Forces armées du peuple (FAP) sont actuellement limitées en nombre et en ressources. Elles puisent leur véritable force dans le patriotisme des Honduriens, dans la conscience révolutionnaire des ouvriers et des paysans, ayant à leur côté des représentants des couches moyennes, principalement celles du milieu intellectuel.

Nous avons décidé de faire le premier pas, de donner un exemple d'abnégation et de sacrifice pour la patrie, afin que le peuple hondurien se dresse contre les envahisseurs étrangers et ses marionnettes.

(...) Cette guerre, déclenchée par les Forces armées du peuple (FAP) sur le territoire national, fait partie de la lutte que mènent les peuples de l'Amérique centrale contre l'intervention de l'administration Reagan et ses alliés, les militaires et l'oligarchie. Nous tous, Centro-américains, avons le devoir de nous unir dans la lutte, comme se sont unis en 1856 les peuples de l'Amérique centrale pour affronter et vaincre William Walker (1). Aujourd'hui, nous portons en nous le même idéal que Morazan (2) contre la présence dans n'importe lequel de nos

pays de ces flibustiers modernes que sont les yankees.

Aujourd'hui comme hier, les sacrifices et le sang versé sont le prix élevé que réclame la lutte pour la liberté. La cause pour laquelle Lempira est tombé dans la lutte indigène contre les conquistadors espagnols, Morazan durant la révolution démocratique nationale contre l'oligarchie et les colonialistes anglais, Wainright et Calix Herrera, Lorenzo Zelaya et Manuel Rodriguez dans la lutte actuelle de libération nationale, est la même que celle pour laquelle sont tombés récemment des dirigeants et des militants valeureux du Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains du Honduras (PRTC-H) et des Forces armées du peuple (FAP). C'est avec une profonde douleur que notre parti et ses forces armées rendent publique la mort au combat d'un groupe de camarades ayant à leur tête le commandant José Maria Reyes Mata, premier responsable politique et militaire de nos deux organisations révolutionnaires. Ils sont tombés en combattant les ennemis de notre peuple et de la nation. Leur sang ne coulera pas en vain.

Le commandant José Maria Reyes Mata et les autres regrettés camarades, dont nous révélerons au moment opportun les identités et les circonstances dans lesquelles ils sont morts, ont donné un exemple immortel et planté au cœur du peuple le drapeau de la libération nationale brandie par le Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains du Honduras et la Direction nationale unitaire du mouvement révolutionnaire hondurien (3). Par leurs efforts tenaces et leur sacrifice héroïque, ils ont élevé la lutte du mouvement populaire à un niveau supérieur. Délaissant la plume anti-impérialiste de Froylan Turcio pour empoigner les fusils libérateurs de la guérilla patriotique olanchienne, ils ont mis en application les strophes de notre hymne national, qu'aujourd'hui nous entonnons en leur mémoire : « *Honduras, nombreux seront tes morts, mais tous tomberont avec honneur. Pour le Honduras, vaincre ou mourir.* » ■

Parti révolutionnaire des travailleurs
centro-américains (PRTC-H),
Forces armées du peuple (FAP),
Honduras, Amérique centrale,
25 septembre 1983.

1. William Walker était un aventurier américain qui débarqua au milieu du XIX^e siècle sur la côte caraïbe du Nicaragua. Il devint maître du pays grâce à l'action de ses mercenaires de la « phalange américaine », se proclama président du Nicaragua, se fit reconnaître par les Etats-Unis et rétablit l'esclavage dans le pays. Battu par les forces militaires des Etats centro-américains, Walker sera fusillé en 1860 au Honduras.

2. D'origine hondurienne, Francisco Morazan fut le promoteur d'un projet de fédération des Etats centro-américains dans la première moitié du XIX^e siècle.

3. Pour une meilleure information sur les orientations et la nature des diverses composantes de la Direction nationale unitaire du mouvement révolutionnaire hondurien, dont la création a été annoncée publiquement en mars 1983, se reporter à *Inprecor* numéro 153 du 20 juin 1983.

FRANCE

Deux soldats inculpés "d'incitation à l'insubordination"

Deux soldats français du contingent, Olivier Lecour Grandmaison et Laurent Fritz, encasernés au 32^e régiment de génie à Kehl, en République fédérale d'Allemagne (RFA) sont, depuis le 14 octobre dernier, inculpés « d'incitation à l'insubordination », en vertu des articles 423 et 429 du Code de justice militaire. Ils encourrent de deux à dix années de prison pour avoir simplement été trouvés en possession de la feuille d'information du comité de soldats de leur régiment, intitulée *Les sapeurs en lutte*, et d'une pétition revendiquant le retrait des troupes françaises d'Allemagne fédérale ainsi que de toutes les troupes étrangères des deux Allemagnes. Ils sont actuellement emprisonnés dans la forteresse de Landau et inculpés devant le tribunal militaire des armées en Allemagne, dernier survivant des Tribunaux permanents des forces armées (TPFA). Cette juridiction, en partie abolie par le gouvernement Mitterrand, se situe dans la lignée de celle qui a assassiné des centaines de soldats qui refusaient la boucherie impérialiste de la guerre de 1914-1918, réprimé les mutins de la mer Noire en 1919, organisé le procès de Mayence en 1923 contre les soldats qui refusaient l'occupation impérialiste de la Ruhr... Véritable machine de guerre contre tous ceux qui luttent pour leurs droits démocratiques derrière les murs des casernes, elle a aussi, plus récemment, en 1974, conduit les soldats Ravet, Taurus et Pelletier devant le TPFA de Draguignan pour avoir revendiqué de meilleures conditions de vie et une plus grande liberté dans les casernes. Paradoxe de l'histoire, à cette époque, Charles Hernu, l'actuel ministre de la Défense, venait témoigner au nom du Parti socialiste en faveur des trois soldats inculpés. L'année suivante, en 1975, Jacques Chirac, alors Premier ministre de Giscard d'Estaing, organisait une vaste opération policière en traînant une trentaine de civils et de soldats devant la Cour de sûreté de l'Etat. Dans ces deux cas, la mobilisation avait fait reculer le pouvoir et la hiérarchie militaire, les amenant à suspendre leurs poursuites contre les soldats et les civils incriminés.

Dans l'opposition, le Parti socialiste et le Parti communiste français faisaient de grandes déclarations sur les libertés et élaboraient des statuts « démocratiques » pour les appelés. François Mitterrand promettait même la réduction du service militaire à six mois et l'octroi de certaines libertés démocratiques aux soldats. Aujourd'hui, François Mitterrand et Charles Hernu ont oublié leurs proclamations

démocratiques d'hier et, ne voulant pas être en reste sur les méthodes de leurs prédécesseurs au pouvoir, font perquisitionner les familles et les amis des deux soldats inculpés.

Cette attitude répressive dans les casernes est dans la droite ligne de la politique de loyaux services à l'impérialisme menée par le gouvernement de François Mitterrand. Celle-ci s'exprime aussi bien par les récentes déclarations du président français à Bruxelles vilipendant le mouvement de la paix européen à la veille de ses mobilisations, par le budget militaire préparé par Charles Hernu alors que c'est l'austérité pour les travailleurs (cf. pp. 11, 12, 13), que par les interventions militaires françaises néo-coloniales menées au Tchad et au Liban.

Au travers des inculpations des deux soldats, c'est une nouvelle fois le mouvement des soldats tout entier qui est visé. Depuis 1968, moment où il a resurgi sur la scène politique, il a toujours été la cible de la hiérarchie militaire et des forces réactionnaires. Mais à chaque vague de répression, c'est la mobilisation et les prises de position du mouvement ouvrier, la ténacité et le courage des soldats en lutte qui ont, comme en 1974 et 1975, transformé ces opérations policières en déroute politique de leurs promoteurs.

Mais, au travers de ces deux nouvelles inculpations, ce sont tous ceux et celles qui luttent contre la guerre en Europe que l'on veut décourager. Le combat des soldats français pour le retrait de toutes les troupes étrangères du sol allemand et, en premier lieu, pour le retrait des troupes françaises est, en effet, partie intégrante de celui de millions de travailleurs et de jeunes contre le surarmement impérialiste, l'implantation des Pershing et des Cruise et la militarisation de leur pays. Il en va donc de la responsabilité du mouvement ouvrier et du mouvement contre la guerre de se mobiliser, en France mais aussi à l'échelle européenne, pour obtenir la libération des deux soldats français incarcérés. Les vastes mobilisations qui se déroulent en Europe à la fin octobre doivent être l'occasion d'affirmer cette exigence.

Fidèles à la tradition de coopération internationaliste qui fut celle des partis communistes français et allemand à l'époque du procès de Mayence, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, France), le Groupe Internationale Marxiste (GIM, RFA) et les sections européennes de la IV^e Internationale se mobiliseront, quant à elles, pour faire reculer la hiérarchie militaire et obtenir la libération de ces deux soldats réprimés par les tenants du militarisme français.

De nombreux messages de solidarité doivent être adressés à : *Olivier Lecour Grandmaison et Laurent Fritz, Prison militaire de Landau, SP 69363/C, Landau, RFA.* Des prises de position démocratiques et des motions de protestation doivent être envoyées aux adresses suivantes : *M. Lateve, Juge d'instruction, SP 6900, RFA et Ministère des Armées, 14-16 rue Saint-Dominique, 75007 Paris.* ■

L'impérialisme US veut asphyxier la révolution sandiniste

L'IMPERIALISME américain resserre son étau en Amérique centrale. Sous le prétexte de manœuvres militaires conjointes avec le Honduras, l'administration Reagan fait stationner des milliers de GI's américains, des dizaines de bâtiments de guerre et des centaines d'avions américains aux abords du Nicaragua. Les manœuvres « Grand Pin II » sont donc l'occasion d'accentuer le blocus impérialiste. Les dernières actions des contre-révolutionnaires en territoire nicaraguayen illustrent aussi cet objectif de l'impérialisme. Cette politique d'aggravation de la situation économique et sociale au Nicaragua et d'affaiblissement de ses capacités de défense est d'ailleurs une constante de l'orientation des Etats-Unis.

Le début du mois de septembre a connu une escalade en ce sens, avec l'entrée en action de l'aviation contre-révolutionnaire qui a bombardé l'aéroport international de Managua, le port de Corinto et le quartier résidentiel de la capitale où habite le ministre des Affaires étrangères, Miguel d'Escoto. Ces agressions lancées à partir du Costa Rica ont été revendiquées par l'Alliance révolutionnaire

democratique (ARDE) du traître Eden Pastora. D'autres attaques identiques ont été menées à partir du Honduras, au nord du pays, par les Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN). L'ex-major de l'aviation somoziste, Roberto Amado Narvaez, abattu lors d'un de ces bombardements, devait affirmer que l'objectif des FDN était de « ravitailler en octobre, par air, les "forces de frappe" qui opèrent en territoire nicaraguayen, afin d'attaquer en novembre les villes, et de se diriger en décembre vers Managua » (Agence Nueva Nicaragua, Managua, 6 octobre 1983). Il devait aussi reconnaître la participation de militaires américains à leur entraînement, l'aide US en fourniture, et l'utilisation des pistes d'envol de l'armée hondurienne en plus de leur base d'El Aguacate, installée par la CIA dans le département d'Olancho, pour leurs agressions contre le territoire nicaraguayen.

La simultanéité des bombardements aériens opérés à partir du Costa Rica par l'ARDE et du Honduras par les ex-somozistes des FDN est l'expression des progrès enregistrés par l'impérialisme US et

la CIA dans la coordination des divers fronts contre-révolutionnaires. Un autre exemple en est donné par l'attaque simultanée du poste de Penas Blancas à la frontière costaricaine et de celui d'El Espino à la frontière hondurienne, à la fin septembre. Le but de ces actions était de bloquer la route panaméricaine qui traverse le Nicaragua. Là encore, la volonté d'asphyxie économique du pays est clairement inscrite dans la tactique militaire des « contras », dont les centaines de membres infiltrés en territoire nicaraguayen se contentent d'actions d'embuscade et de sabotage.

Par ailleurs, la complicité des autorités gouvernementales et de la Garde rurale du Costa Rica ont été mises en évidence au cours de ces dernières semaines. Cela a même été partiellement reconnu par le colonel Rigoberto Badilla lui-même, chef de la Garde rurale du Costa Rica (cf. Agence Nueva Nicaragua, Managua, 1er octobre 1983). Néanmoins, le gouvernement costaricain prit prétexte de la riposte nicaraguayenne pour envenimer les relations diplomatiques avec ce pays, menaçant même d'en appeler au Traité inter-américain d'assistance (TIAR) contre le gouvernement sandiniste. Voilà qui ne peut que s'inscrire parfaitement dans les perspectives interventionnistes de l'impérialisme US.

Enfin, la pression impérialiste contre l'économie nicaraguayenne s'est aussi manifestée par la destruction de dépôts de carburant à Puerto Zeladon sur la côte atlantique (1,5 million de litres), et à Corinto sur la côte pacifique (3,8 millions de litres). Dans ce dernier cas, les autorités sandinistes ont dû évacuer 10 000 des 25 000 habitants de la ville. Le *New York Times* du 16 octobre affirme l'implication directe de la CIA dans la planification de ces actions.

N'ayant pas réussi, par des pressions financières multiples, à amener le Mexique à suspendre ses livraisons de pétrole au Nicaragua, comme l'a fait le Venezuela, la CIA envoie donc des commandos formés par elle saboter les installations des ports nicaraguayens, pendant que les FDN menacent de détruire les bateaux marchands qui livreraient du pétrole au Nicaragua. Ces actions, se combinant avec le contrôle américain au large des côtes nicaraguayennes, intensifient le blocus impérialiste. Celui-ci a non seulement comme objectif d'accroître les difficultés économiques et sociales de la révolution sandiniste, mais aussi de limiter sur le terrain de la défense militaire ses capacités de mobilité et de riposte, pour permettre aux forces « contras » de passer à une étape supérieure de leur action, voire de préparer le terrain à une intervention impérialiste directe.

Plus que jamais, la solidarité internationaliste est à l'ordre du jour face à la guerre économique et aux agressions militaires organisées par l'impérialisme et ses supplétifs contre la révolution nicaraguayenne et centro-américaine. ■

Vincent KERMEL,
17 octobre 1983.

SOLIDARITE—Une imprimerie pour Barricada

C'est dans les locaux et dans l'imprimerie du quotidien de Somoza, *Novedades*, que six jours après la victoire, le FSLN a fait paraître le premier numéro de *Barricada*. Depuis, ses moyens sont restés très modestes, et les difficultés quotidiennes. Longtemps, le quotidien de la bourgeoisie, la *Prensa*, qui a des moyens beaucoup plus importants, a été mieux vendu que *Barricada*.

Les problèmes de fonctionnement de l'imprimerie sont nombreux. Il y a d'abord un manque de techniciens qualifiés, comme dans l'ensemble de l'industrie : beaucoup ont quitté le pays avec la bourgeoisie, hostiles à la révolution. Le matériel est très vétuste : beaucoup de machines sont hors de fonctionnement, difficiles à réparer. La plupart sont d'origine nord-américaine, et les pièces de rechange doivent être payées au prix fort.

L'imprimerie de *Barricada* voudrait changer son matériel, en achetant du matériel neuf, européen de préférence, et assurer la formation de ses ouvriers sur ce matériel moderne. C'est pourquoi, en accord avec les responsables de l'imprimerie de *Barricada*, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, a décidé de lancer cette campagne de solidarité, et de la prendre en charge avec son imprimerie Rotographie. D'autres sections de la IVe Internationale comptent s'y associer, notamment nos camarades du Parti socialiste ouvrier (PSO) en Suisse. Cette campagne a été lancée publiquement le 13 octobre, lors d'un meeting de la LCR à Paris, où une première collecte a déjà été effectuée.

Envoyez vos contributions à cette action de solidarité en libellant vos chèques à l'ordre de la LCR et en les adressant à : Stéphane, Imprimerie Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. ■